

**DÉLIBÉRATION N° CA 18-17 DU 6 MARS 2018**

**relative à l'arrêté du compte financier 2017**

Le conseil d'administration de l'agence de l'eau Seine-Normandie,

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le dossier de la réunion du conseil d'administration du 6 mars 2018.

**DÉLIBÈRE**

**Article 1 :**

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 418,83 ETPT sous plafond et 3,41 ETPT hors plafond,
- 730 793 400,65 € de consommation d'autorisations d'engagement,
- 653 141 650,02 € de consommation de crédits de paiement,
- 792 187 206,78 € d'encaissement de recettes,
- 139 045 556,76 € de solde budgétaire,
- 39 213 181,34 € d'augmentation de la trésorerie,
- 110 520 676,71 € de résultat patrimonial,
- 103 755 535,26 € de capacité d'autofinancement,
- - 3 519 463,22 € de diminution du fonds de roulement

**Article 2 :**

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de 110 520 676,71 € en réserve.

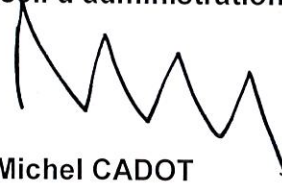
Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et le bilan sont annexés à la présente délibération.

**La Secrétaire du conseil d'administration**  
Directrice générale de l'agence  
de l'eau Seine-Normandie



**Patricia BLANC**

**Le Président**  
du conseil d'administration



**Michel CADOT**



# Compte financier 2017

Agence de l'Eau Seine-Normandie

RAPPORT DE GESTION



Conseil d'administration du 06 mars 2018

## Table des matières

### Contenu

1	L'exécution budgétaire 2017	4
1.1	LES RECETTES 2017	5
1.2	LES DEPENSES 2017	7
1.2.1	Les dépenses d'Interventions	7
1.2.2	Les dépenses de Personnel	12
1.2.3	Les dépenses de Fonctionnement	13
1.2.4	Les dépenses d'Investissement	15
1.2.5	Remboursement de l'emprunt et prélèvement de l'Etat	16
1.3	SYNTHESES BUDGETAIRES	17
2	les ETATS BUDGETAIRES	17
2.1	Tableau 1 – Autorisations d'emplois	18
2.2	Tableau 2 – Autorisations budgétaires	19
2.3	Tableau 3 – Dépenses par destination et Recettes par origine	20
2.4	Tableau 4 – Équilibre financier	21
2.5	Tableau 5 – Opérations pour compte de tiers	22
2.6	Tableau 6 – Situation patrimoniale	22
2.7	Tableau 7 - Plan de trésorerie	23
2.8	Tableau 8 – Opérations liées aux recettes fléchées	24
2.9	Tableau 9 – Opérations pluriannuelles – prévisions	24
2.10	Tableau 10 – Synthèse budgétaire et comptable	24
3	L'ACTIVITE PLURIANNUELLE	25
3.1	Le bilan des redevances LEMA du 10EME programme	25
3.1.1	Les redevances du 10ème programme (par année d'activité)	25
3.1.2	Les contributions par famille d'utilisateurs (et usages)	26
3.1.3	Les acomptes forfaitaires	27
3.2	10ème programme : Les engagement 2017	28
3.2.1	Rappel méthodologique	28
3.2.2	Les réalisations de l'année 2017	29
3.2.3	Situation globale des engagements du 10ème programme	30
3.3	Les encours	31

3.3.1	Rappel du montant global des aides attribuées par programme	31
3.3.2	Les engagements financiers non soldés	32
3.3.3	L'actif financier	32
3.4	Les informations contenues dans les tableaux de l'Instruction de programme	33
3.4.1	L'annexe relative à la situation de l'Equilibre du programme pluriannuel (annexe 2.1)	33
3.4.2	L'annexe relative aux engagements par LP (annexe 3.3)	33
3.4.3	Les situations des engagements et mandatements du 10ème programme et des programmes antérieurs (annexes 4 et 5)	33

## 1 L'EXECUTION BUDGETAIRE 2017

Le tableau ci-dessous retrace en synthèse les grandes masses de l'exécution budgétaire au titre de l'exercice 2017.

	CF 2016		BR 2017		CF 2017		Taux d'exécution 2017	
	Autorisation d'engagement	Encaissements /Crédits de Paiement	Autorisation d'engagement	Encaissements/ Crédits de Paiement	Autorisation d'engagement	Encaissements /Crédits de Paiement	Autorisation d'engagement	Encaissements /Crédits de Paiement
<b>Budget - Recettes</b>	-	796,74	-	787,90	-	792,19	-	100,5%
Redevances et majorations pour paiement tardif	-	792,68	-	785,82	-	790,11	-	100,5%
Autres produits	-	4,06	-	2,08	-	2,07	-	99,7%
<b>Budget - Dépenses</b>	753,04	702,57	759,14	682,14	730,79	653,14	96,3%	95,7%
Dépenses de personnel	31,44	31,44	31,00	31,00	31,10	31,00	100,3%	100,0%
Dépenses de fonctionnement	12,19	12,23	17,70	15,80	14,56	13,47	82,3%	85,3%
Dépenses d'intervention	705,57	655,79	703,95	628,04	680,38	605,92	96,7%	96,5%
Dépenses d'investissement	3,85	3,12	6,49	7,31	4,75	2,75	73,2%	37,7%
<b>Solde budgétaire</b>	-	94,17	-	105,76	-	139,05	-	131,5%
<b>Equilibre financier -Financement</b>		141,71		139,05		139,30	-	100,2%
<b>Flux en retour des avances</b>		141,58		138,90		139,27		
Flux en retour des avances		141,58		138,90		139,27		
Remboursement - prêts au personnel et dépôts et cautionnements		0,13		0,15		0,03		
<b>Equilibre financier - Besoins</b>	-	224,63	-	207,15	-	239,13	-	115,4%
<b>Avances versées/rembt emprunt</b>		153,83		136,00		165,78		
Versement des avances		153,83		136,00		165,78		
Remboursement capital emprunt		12,65		12,99		12,99		
Prélèvement de l'Etat		58,15		58,16		59,09		
Décalage temporaire opérations de trésorerie						1,26		
<b>Abondement de trésorerie</b>	-	11,25	-	37,66	-	39,21	-	

### EN SYNTHESE

- En recettes,
  - o Les encaissements de redevances au titre de l'exercice 2017 sont globalement en ligne avec les encaissements constatés en 2016 (-0.5%) et avec les prévisions ajustées à l'occasion du Budget Rectificatif (+ 0.5%).
  - o Les flux en retour d'avances sont en ligne avec la réalisation 2016 et la prévision du BR 2017.
- En dépenses,
  - o le volume de consommations des Autorisations de Programme (AP) et des Autorisations d'Engagements enregistre un repli au regard des réalisations 2016 (-4,8% pour les AP et -3% pour les AE) et par rapport à la prévision du BR 2017 (- 7,8 % pour les AP et-3,7% pour les AE).
  - o les décaissements 2017 présentent une diminution par rapport aux décaissements réalisés en 2016 (-7%) et au regard du BR 2017 (-4%). Le versement de subventions s'est en effet avéré moins dynamique que prévu au BR 2017.
  - o le montant des avances versées est supérieur par rapport aux versements constatés en 2016 (+7%), de par la mise en place du versement en une fois des avances dont l'effet s'est pleinement fait sentir en fin d'année 2017.

Ces niveaux d'exécution aboutissent à la constitution d'un solde budgétaire de 139,05 M€.

La trésorerie a atteint 101,7 M€ en fin d'exercice 2017, en ligne avec la prévision du Budget Rectificatif 2017 (100,2 M€).

## 1.1 LES RECETTES 2017

### *Les produits des redevances*

Ces produits sont constitués de l'ensemble des redevances fiscales encaissées au cours de l'exercice 2017, quelle que soit leur année d'origine.

Les encaissements de recettes au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 788,19 M€. Elles sont globalement en ligne avec les encaissements constatés en 2016 (-0.1%) et avec les prévisions ajustées à l'occasion du Budget Rectificatif (+ 0.7%).

Le tableau suivant retrace les encaissements par usages :

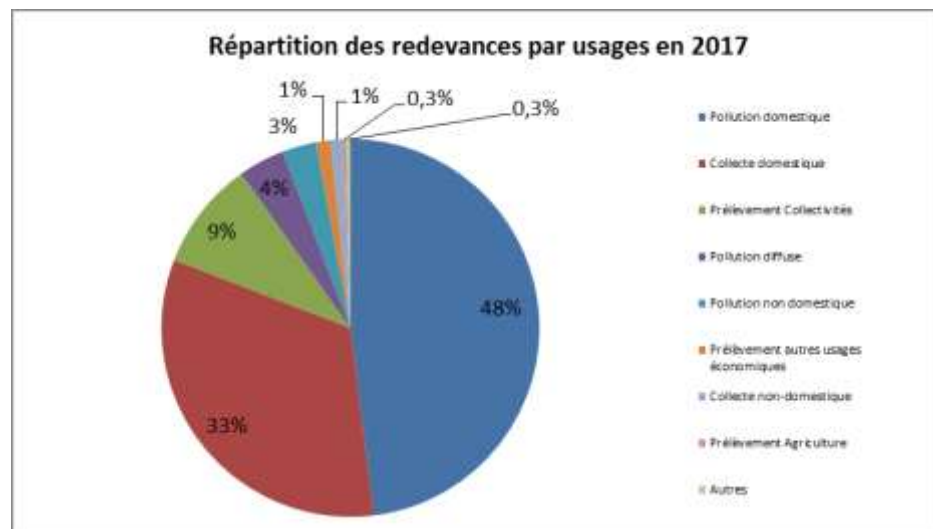
Redevances	Encaissements 2016 (en M€)	Prévisionnel BR 2017 (en M€)	Encaissements 2017 (en M€)	Taux d'exécution budgétaire
Redevances LEMA				
Pollution industrie	16,43	25,05	23,05	92,02%
Pollution des élevages	0,46	0,50	0,62	123,31%
Pollution domestique	371,99	378,69	378,37	99,92%
Collecte industrie	4,86	8,01	7,90	98,61%
Collecte domestique	268,49	259,67	258,91	99,71%
Pollution diffuse	30,02	23,40	31,25	133,56%
Prélèvement irrigation	2,82	2,87	2,90	101,02%
Prélèvement AEP	84,43	73,58	73,59	100,01%
Prélèvement canaux	1,18	0,29	0,98	341,57%
Prélèvement hydro électricité	0,04	0,08	0,09	108,20%
Prélèvement autres usages économiques	7,31	9,76	9,59	98,24%
Stockage étiage	0,00	0,01	0,00	0,00%
Obstacles s/cours d'eau	0,02	0,04	0,07	164,92%
Protection du milieu	0,93	0,90	0,89	98,85%
<b>Total redevances LEMA</b>	<b>788,98</b>	<b>782,84</b>	<b>788,19</b>	<b>100,68%</b>
Redevances de pollution avant LEMA (Moins-perçu de contrevaletur)	2,74	0,49	1,06	217,7%
Majoration pour paiement tardif des redevances LEMA	0,96	2,50	0,87	34,7%
<b>Total redevances et majorations pour paiement tardif</b>	<b>792,68</b>	<b>785,82</b>	<b>790,11</b>	<b>100,5%</b>

Les redevances encaissées en 2017 concernent :

- les acomptes et reversements pour 415 M€ au titre de l'année d'origine 2017
- les acomptes et le solde de l'année d'origine 2016 pour 336 M€.
- les émissions de l'année d'origine 2015 pour 34 M€ dont 13 M€ au titre des redevances industrielles et des années d'origine antérieures pour 3 M€.

On retiendra que les encaissements des redevances *pollution et collecte domestiques et prélèvement AEP* sont conformes aux prévisions budgétaires révisées 2017. En revanche, le niveau d'encaissement au titre de la *redevance pollution diffuse*, légèrement supérieur aux réalisations 2016, enregistre une progression au regard des prévisions du BR 2017.

Par ailleurs, la répartition par usage est stable par rapport à l'exercice 2016. Les redevances pollution et collecte domestiques représentent environ 80% des redevances.



### *Les flux en retour des avances*

Elles se composent principalement du flux en retour des avances consenties aux attributaires d'aides (139,27 M€) et, de façon marginale, du remboursement des prêts accordés au personnel jusqu'en 2010 (0,03 M€), soit pour un montant total de 139,3 M€.

Ces flux financiers évoluent de la manière suivante (en M€) :

CF 2016	BR 2017	CF 2017
141,7	139,05	139,3

### *Les autres produits*

Les autres recettes s'élèvent à 2,07 M€ en ligne avec le budget rectificatif.

Ces encaissements concernent, pour les plus significatifs, les remboursements des trop versés de subvention (1,4 M€), les remboursements d'Indemnités Journalières de Sécurité Sociale (0,3 M€), les loyers perçus dans le cadre de la mise à disposition de locaux et loyers divers (0,2 M€).

L'évolution de ces produits divers est résumée dans le tableau suivant (en M€) :

CF 2016	BR 2017	CF 2017
4,06	2,08	2,07

## 1.2 LES DEPENSES 2017

Le budget de l'agence comporte, pour l'essentiel, des subventions et des avances versées aux maîtres d'ouvrage, des charges de personnel ainsi que de dépenses courantes de fonctionnement et d'investissement.

### 1.2.1 Les dépenses d'Interventions

L'enveloppe Interventions retrace, en AE et CP, les subventions, les primes pour épuration et les Aquex, les charges de soutien aux interventions ainsi que la contribution versée à l'Agence Française pour la Biodiversité.

Les avances sur travaux constituent, quant à elles, des opérations de trésorerie, à caractère non budgétaire, présentées dans l'Equilibre Financier.

#### *Les consommations en AP*

---

Le montant global des AP consommées au titre des interventions s'élève à 792,4 M€ contre 846 M€ en 2016.

En 2017, 631,4 M€ d'autorisations de programme sur les interventions (hors primes, Aquex, contribution à l'AFB et dépenses courantes) ont été consommées contre 694,6 M€ en 2016. Elles se répartissent de la façon suivante : 502,8 M€ sous forme de subventions contre 541 M€ en 2016 et 128,5 M€ en avances contre 149M€ en 2016.

Après un premier semestre faible en engagement, les commissions des aides d'octobre et de décembre, plus dynamique, ont permis d'atteindre en cumul sur l'année, un rythme d'engagements proche de celui prévu au budget initial. On assiste à la confirmation d'une demande plutôt soutenue de la part des maîtres d'ouvrage s'agissant des actions sur le petit cycle : les stations d'épurations, les réseaux d'assainissement et les travaux relatifs à l'adduction de l'eau potable.

De la même manière, l'accompagnement de l'agence de l'eau aux opérations sur la reconquête des milieux aquatiques reste très dynamique. A l'inverse, les aides aux activités économiques ainsi que les aides agricoles restent en retrait, même si des rattrapages des années antérieures ont été réalisés à la fin de l'année pour ces dernières.

S'agissant des aides agricoles, il faut signaler que le retard d'instruction des aides surfaciques se traduit pour l'Agence, par un retard d'engagement estimé à environ 60 M€ sur les campagnes 2016 et 2017. Seuls 12 M€ ont été engagés en 2017 sur la campagne 2016 pour les régions Ile de France, Centre et Normandie.



Le tableau ci-dessous présente les Autorisations de Programme (AP) comportant les subventions et avances, telles que définies par l'Instruction de Programme.

N° LP	Lignes programme	2016	2017	2017	2017	2017
		AP Réalisé	AP Réalisé	AP BI	Brut 2017 vs BR2017	Réalisé 2017 vs Réalisé 2016
<b>I - Lutte contre la pollution</b>						
11	Installations de traitement des eaux usées domestiques	278,8	247,1	240,8	103%	89%
12	Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques	170,0	162,1	153,3	106%	95%
13	Lutte contre la pollution des activités économiques	33,1	25,2	36,5	69%	76%
14	Elimination des déchets	,2	,2	2,6	8%	100%
15	Assistance technique à la dépollution	2,1	2,1	3,4	62%	100%
16	Primes pour épuration aux collectivités locales	84,7	103,0	95,5	108%	122%
17	Aide à la qualité d'exploitation (AQUEX)	9,1	2,4	5,0	47%	26%
18	Lutte contre la pollution agricole	49,3	29,3	42,2	69%	59%
	<b>Total lutte contre la pollution</b>	<b>627,3</b>	<b>571,4</b>	<b>579,3</b>	<b>99%</b>	<b>91%</b>
	<b>Total lutte contre la pollution hors primes et aquex</b>	<b>533,5</b>	<b>466,0</b>	<b>478,8</b>	<b>97%</b>	<b>87%</b>
<b>II - Gestion des milieux</b>						
21	Gestion quantitative de la ressource	4,4	7,0	12,5	56%	160%
23	Protection de la ressource	13,3	13,3	16,1	83%	100%
24	Restauration et gestion des milieux aquatiques	50,4	50,6	56,1	90%	100%
25	Eau potable	59,7	58,8	60,4	97%	98%
29		3,4	3,4	6,0	56%	98%
	<b>Total gestion des milieux</b>	<b>131,3</b>	<b>133,1</b>	<b>151,1</b>	<b>88%</b>	<b>101%</b>
<b>III - Conduite et développement des politiques</b>						
31	Etudes générales	5,7	7,6	4,4	173%	134%
32	Connaissance environnementale	14,2	13,0	14,8	88%	92%
33	Action internationale	2,7	4,1	5,0	82%	152%
34	Information, communication et éducation à l'environnement	3,5	4,0	3,7	107%	113%
	<b>Total conduite et développement des politiques</b>	<b>26,1</b>	<b>28,7</b>	<b>27,9</b>	<b>103%</b>	<b>110%</b>
<b>IV - Dépenses courantes et autres dépenses</b>						
48	Dépenses liées aux redevances	3,6	3,5	3,6	98%	97%
49	Dépenses liées aux interventions	,2	,1	,3	41%	58%
	<b>Total dépenses courantes et autres dépenses</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>	<b>93%</b>	<b>95%</b>
<b>V - Fonds de concours et autres</b>						
51	Fonds de concours AFB	57,6	55,6	57,6	97%	97%
	<b>Total fonds de concours et autres</b>	<b>57,6</b>	<b>55,6</b>	<b>57,6</b>	<b>97%</b>	<b>97%</b>
	<b>Total général</b>	<b>846,0</b>	<b>792,4</b>	<b>819,8</b>	<b>97%</b>	<b>94%</b>
	<b>Total Interventions (hors primes, Aquex, AFB et dépenses co</b>	<b>694,6</b>	<b>631,4</b>	<b>661,7</b>	<b>95%</b>	<b>91%</b>

Les consommations en AE/CP des dépenses d'interventions atteignent au total, respectivement les sommes de 680,38 M€ (en AE) et de 605,92 M€ (en CP).

S'agissant des AE, la réalisation 2017 atteint 97 % de la prévision initiale. Ces consommations enregistrent un retrait de l'ordre de 25 M€, portant principalement sur les lignes programme dédiées aux actions de lutte contre la pollution dont essentiellement industrielle et agricole.

Concernant les CP, l'exécution est en ligne avec le Budget Initial 2017. Il convient de noter que l'abondement de 20 M€, inscrit à l'occasion du Budget Rectificatif pour pallier toute interruption de paiement potentielle en fin d'année, n'a pas été consommé.

Par ailleurs, la consommation des CP enregistre une diminution de l'ordre de 50 M€ en comparaison aux réalisations 2016, lesquelles présentaient un niveau élevé en raison d'une activité soutenue tout au long de l'année.

On notera, dans ce cadre, le bon niveau de paiements des aides en matière agricole pour lesquelles le dispositif de rattrapage mis en place a été respecté. Ainsi, l'agence a assuré comme prévu le paiement des annuités 2015 en novembre 2017 dès réception des appels de fonds de l'ASP. Par ailleurs, le retard de paiement correspondant aux annuités 2016 et 2017 est estimé à 35 M€.

Elles sont présentées ci-dessous par Lignes Programme.

N° LP	Lignes programme	AE Réalisé 2016	AE BR 2017	AE Réalisé 2017	CP Réalisé 2016	CP BR 2017	CP Réalisé 2017
<b>I - Lutte contre la pollution</b>							
11	Installations de traitement des eaux usées domestiques	200,92	186,70	180,91	198,32	161,05	143,75
12	Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques	115,88	116,40	119,16	106,68	103,60	104,28
13	Lutte contre la pollution des activités économiques	35,66	39,00	26,77	29,10	32,20	26,19
14	Elimination des déchets	0,2	2,60	0,16	0,18	2,20	0,37
15	Assistance technique à la dépollution	2,26	3,60	2,21	2,25	2,90	1,99
16	Primes pour épuration aux collectivités locales	84,74	95,50	103,00	84,81	95,50	102,94
17	Aide à la qualité d'exploitation (AQUEx)	9,12	5,00	2,37	9,90		3,09
18	Lutte contre la pollution agricole	49,94	43,70	30,53	7,85	26,90	23,65
	<b>Total lutte contre la pollution</b>	<b>498,72</b>	<b>492,50</b>	<b>465,10</b>	<b>439,09</b>	<b>424,35</b>	<b>406,27</b>
<b>II - Gestion des milieux</b>							
21	Gestion quantitative de la ressource	4,51	10,00	7,04	4,17	6,90	4,96
23	Protection de la ressource	14,46	15,70	14,20	12,21	12,30	11,27
24	Restauration et gestion des milieux aquatiques	53,51	57,00	53,90	71,38	48,00	49,39
25	Eau potable	46,51	32,00	47,18	43,12	37,00	47,04
29	Planification et gestion à l'échelle du bassin et sous bassins	3,64	6,30	3,55	3,30	4,70	2,96
	<b>Total gestion des milieux</b>	<b>122,63</b>	<b>121</b>	<b>125,87</b>	<b>134,18</b>	<b>108,90</b>	<b>115,62</b>
<b>III - Conduite et développement des politiques</b>							
31	Etudes générales	5,88	4,70	7,92	4,22	4,40	4,83
32	Connaissance environnementale	14,67	15,00	13,75	14,08	15,60	13,04
33	Action internationale	2,86	5,20	4,45	3,85	4,00	3,43
34	Information, communication et éducation à l'environnement	3,67	4,00	4,04	3,41	4,25	3,67
	<b>Total conduite et développement des politiques</b>	<b>27,08</b>	<b>28,9</b>	<b>30,15</b>	<b>25,55</b>	<b>28,25</b>	<b>24,97</b>
<b>IV - Dépenses courantes et autres dépenses</b>							
48	Dépenses liées aux redevances	3,61	3,60	3,52	3,43	3,70	3,33
49	Dépenses liées aux interventions	0,21	0,30	0,12	0,21	0,30	0,10
	<b>Total dépenses courantes et autres dépenses</b>	<b>3,82</b>	<b>3,9</b>	<b>3,64</b>	<b>3,64</b>	<b>4,00</b>	<b>3,43</b>
<b>V - Fonds de concours et autres</b>							
51	Contribution AFB	53,32	57,60	55,62	53,32	57,60	55,62
	<b>Total fonds de concours et autres</b>	<b>53,32</b>	<b>57,6</b>	<b>55,62</b>	<b>53,32</b>	<b>57,60</b>	<b>55,62</b>
	<b>Total général</b>	<b>705,57</b>	<b>703,9</b>	<b>680,38</b>	<b>655,78</b>	<b>623,10</b>	<b>605,92</b>

## ➤ Les subventions

Les engagements de subventions ont atteint 504,2 M€ en 2017 alors que la prévision s'élevait à 528,1 M€. Ce sont essentiellement les subventions en matière de lutte contre la pollution qui enregistrent ce retrait.

Les crédits de paiement consommés pour un montant de 431,1 M€ sont en retrait de 21 M€ par rapport aux crédits de paiement prévus au Budget Rectificatif 2017. Ce niveau d'exécution correspond à la prévision initiale du BI 2017.

On retiendra que toutes les demandes de paiement des maîtres d'ouvrage dont l'instruction était terminée, ont pu être honorées en cette fin de l'année.

en M€	CF 2016		BR 2017		CF 2017		taux d'exécution CP
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Subventions	545,60	494,31	528,10	452,20	504,22	431,14	95%

## ➤ Les Primes et Aquex

Le volume d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement au titre des Primes et Aquex atteint respectivement 105,37 M€ (en AE) et 106,04 M€ (en CP), ce qui est supérieur au budget rectificatif.

L'abondement mis en place dans le cadre du BR 2017 au titre des subventions a permis d'honorer les paiements de primes au-delà de l'enveloppe initiale, lesquels correspondent en grande partie à l'instruction soutenue des primes au titre de l'année d'origine 2016.

en M€	CF 2016		BR 2017		CF 2017		taux d'exécution CP
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Primes	84,70	84,81	95,50	95,50	103,00	102,94	108%
Aquex	9,10	9,90	5,00	5,00	2,37	3,09	62%
<b>Total</b>	<b>93,80</b>	<b>94,71</b>	<b>100,50</b>	<b>100,50</b>	<b>105,37</b>	<b>106,04</b>	<b>105%</b>

La répartition des primes versées par année d'origine est la suivante :

Année d'origine	CF 2016	BR2017	CF 2017	taux d'exécution
2014 et ante	25,71	0,00	0,13	
2015	21,86	27,60	19,35	70%
2016	37,24	43,10	46,22	107%
2017		24,80	37,24	150%
<b>Total</b>	<b>84,81</b>	<b>95,50</b>	<b>102,94</b>	<b>108%</b>

➤ Les dépenses **de soutien aux interventions**

Elles s'élèvent à 15,2 M€ en AE et à 13,1 M€ en CP en léger retrait par rapport aux prévisions budgétaires. Au regard de l'exercice 2016, elles sont en ligne s'agissant des décaissements alors que les engagements ont progressé sensiblement.

Elles sont composées, pour l'essentiel, des dépenses liées à l'acquisition et à la valorisation des données sur le milieu et aux rémunérations des distributeurs d'eau.

en M€	Exécution 2016		BR 2017		Exécution 2017		taux d'exécution CP
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Acquisition et valorisation des données	8,50	9,25	12,80	12,80	10,41	9,06	71%
Rémunération des distributeurs d'eau	2,97	2,97	2,84	2,83	2,94	2,94	104%
Études à maîtrise d'ouvrage agence	0,37	0,56	1,10	1,10	1,11	0,63	58%
Contrôles fiscaux externalisés	0,40	0,31	0,45	0,45	0,35	0,25	56%
Fournitures et services en soutien s/interv	0,27	0,21	0,26	0,26	0,13	0,10	38%
Campagne générale de mesures	0,23	0,13	0,35	0,35	0,23	0,14	40%
<b>Total</b>	<b>12,74</b>	<b>13,43</b>	<b>17,80</b>	<b>17,79</b>	<b>15,16</b>	<b>13,12</b>	<b>74%</b>

- La **contribution** 2017 de l'agence aux ressources financières de **l'Agence Française pour la Biodiversité** au titre de la politique nationale de l'eau a été payée à hauteur de 55,62 M€ conformément à l'arrêté du 25 avril 2017.

*Les avances versées aux attributaires*

- Les **avances versées** aux bénéficiaires, présentées en opération de trésorerie non budgétaire, s'élèvent en 2017 à 165,78 M€, en progression de 12 M€ par rapport aux versements 2016.

	CF 2016	BR 2017	CF 2017
Avances versées	153,8	136,0	165,8

Bien qu'ajusté à la baisse (-40 M€) à l'occasion du budget Rectificatif 2017 au regard de son atonie de début d'année, le volume des avances versées s'est finalement rapproché du niveau programmé au BI 2017 (176 M€) grâce au dynamisme des versements constaté en fin d'année 2017.

L'évolution du budget consacré aux dépenses d'intervention est résumée par le tableau suivant (en M€) :

Comptabilité budgétaire		CF 2016 (droits constatés)	BR 2017	CF 2017
Subventions	AE	545,6	528,1	504,2
	CP	494,3	452,2	431,1
Primes et Aquex	AE	93,9	100,5	105,4
	CP	94,7	100,5	106,1
Charges de soutien	AE	12,8	17,8	15,2
	CP	13,4	17,8	13,1
Contribution AFB	AE	53,3	57,5	55,6
	CP	53,3	57,5	55,6
<b>Total</b>	AE	<b>705,6</b>	<b>703,9</b>	<b>680,4</b>
	CP	<b>655,7</b>	<b>628,0</b>	<b>605,9</b>

Opérations non budgétaires		CF 2016	BR 2017	CF 2017
Avances		153,8	136,0	165,8

### 1.2.2 Les dépenses de Personnel

L'enveloppe budgétaire en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP), dédiée aux charges de personnel est retracée ci-dessous :

En M€	CF 2016	BI 2017	BR 2017	CF 2017	Taux d'exécution /BI
AE	31,44	31,71	31,00	31,10	100,3%
CP	31,44	31,71	31,00	30,99	99,9%

Les dépenses de l'exercice 2017 en AE s'élèvent à 31,10 M€ et présentent un dépassement de 98 K€ par rapport au budget rectificatif.

Les dépenses en CP restent toutefois en deçà du budget rectificatif et s'élèvent à 30,99 M€ ; certaines dépenses n'ayant pas donné lieu à décaissement effectif au 31 décembre 2017.

Ce dépassement en AE s'explique par le fait que, dans le cadre du premier exercice de gestion financière dans l'application QUALIAC, une anomalie de paramétrage a été constatée en fin de gestion. Certaines dépenses (part patronale relative aux achats de tickets restaurant et de chèques emploi service) pourtant commandées et décaissées, ne se traduisaient, dans l'application, ni par une consommation d'AE, ni par une consommation de CP pour un montant de 212 K€. Aussi, la correction de cette anomalie a conduit à constater une augmentation des consommations d'AE et CP, portées respectivement à 31,1 M€ et 30,99 M€.

Ainsi, l'exécution 2017 est en diminution de 1,5% par rapport à l'exécution 2016.

Cette réduction tient compte de la suppression sur l'exercice de 13,4 ETP (-3,2%) conformément à la baisse notifiée par la Direction de l'Eau et de la Biodiversité.

Elle se traduit par l'exécution du schéma d'emploi suivante :

- 406,2 ETP pour un plafond d'emploi autorisé de 406,6 à comparer à 419,6 ETP fin 2016 pour un plafond d'emploi de 420,1
- 418,83 ETPT pour un plafond d'emploi autorisé de 419,3 à comparer à 429,97 ETPT en 2016 pour un plafond d'emploi de 430,6

En synthèse, ces charges sont résumées par le tableau suivant (en M€) :

Libellé	CF 2016	BI 2017	BR 2017	CF 2017	
	AE/CP	AE/CP	AE/CP	AE	CP
Traitements (dont apprentis)	20,51	20,64	20,59	20,24	20,21
Cotisations sociales et autres taxes sociales	9,90	10,02	9,97	10,08	10,00
Restauration, œuvres sociales, médecine travail	0,85	0,97	0,75	0,78	0,78
Autres charge de personnel	0,18	0,29	0,18	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>31,44</b>	<b>31,92</b>	<b>31,49</b>	<b>31,10</b>	<b>30,99</b>

### 1.2.3 Les dépenses de Fonctionnement

➤ Cette enveloppe intègre tout d'abord des **dépenses de fonctionnement courant**.

S'agissant des AE, les consommations représentent une enveloppe de 8 943 K€ pour un budget mis en place de 10 727 K€. Il convient de noter que lors de l'élaboration du BI 2017, le montant des AE intégrait une enveloppe suffisamment dotée pour permettre l'engagement de nouveaux marchés 2017 dont le montant n'était pas précisément estimé, notamment en matière de prestations informatiques.

Concernant les CP, ces dépenses se montent à 8 166 K€ pour une prévision initiale de 8 200 K€, laquelle comportait un abondement de 194 K€ au titre des produits de locations et des refacturations de dépenses SI mutualisées en inter-agences.

Il est à noter que ces dernières représentent 199 K€ sur le total des réalisations 2017 (8 166 K€). Ainsi, après neutralisation de celles-ci, le montant des CP consommés atteint 7 967 K€ ; ce qui est inférieur au montant cible initial de 8 033 K€ pour 2017, en ligne avec l'indicateur du Contrat d'Objectif et de Performance qui prévoit une diminution de 15 % du BI 2017 par rapport au BI 2014 (9 450 K€).

En outre, des économies réalisées grâce à une optimisation de gestion ou à un redimensionnement de certains projets ont permis d'absorber, au sein de cette enveloppe, les dépenses exceptionnelles correspondant au coût de réversibilité du marché d'infogérance SI qui se montent 0,7 M€.

Ces dépenses de fonctionnement propres à l'Agence sont principalement constituées par les achats courants, les charges de sous-traitance et autres services extérieurs ainsi que les frais de conseils et assemblées dont les principaux postes (en CP) sont retracés ci-dessous :

en K€	Exécution 2016		BR 2017		Exécution 2017		taux d'exécution CP
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
<b>Dépenses de fonctionnement courant</b>	<b>8 815</b>	<b>8 653</b>	<b>10 727</b>	<b>8 827</b>	<b>8 943</b>	<b>8 166</b>	<b>93%</b>
<b>DONT principalement</b>							
Infogérance et prestations informatiques	4 065	3 884	5 166	4 260	4 081	4 396	103%
Dépenses de communication	920	854	1 555	773	524	421	54%
Fluides	407	391	454	454	701	486	107%
Nettoyage des locaux	359	341	315	348	369	351	101%
Entretien des bâtiments	277	280	187	207	194	221	107%
Frais postaux	490	460	404	469	527	335	71%
Formation	506	316	405	405	342	246	61%
Frais de déplacements	295	295	328	328	290	272	83%
Autres prestations diverses	592	630	420	485	456	311	64%

- Les **autres dépenses de fonctionnement** correspondent principalement aux annulations de redevances et aux intérêts financiers relatifs à l'emprunt.

A ce titre, le montant des AE atteint la somme de 5 616 K€ alors que la prévision était de 6 973 K€. Cet écart trouve son origine dans le fait que la prévision en AE d'annulations de titres de redevances s'est avérée supérieure au niveau des engagements constatés sur l'exercice.

S'agissant des CP, les consommations s'élèvent à 5 308 K€, contre 6 973 K€ de budget, au titre desquelles figurent principalement :

- Un montant de 4,5 M€ qui correspond à la part effectivement remboursée aux redevables suite à la réduction ou annulations de redevances sur années antérieures. Il est à noter que le budget prévoyait un montant de 6,1 M€.
- Les charges financières relatives au prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour 0,7 M€. On rappellera qu'il s'agit de la 5ème échéance d'intérêts au taux fixe de 2,67 % sur une durée totale de 6 ans.

En synthèse, l'enveloppe budgétaire en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP), dédiée aux dépenses de fonctionnement est retracée ci-dessous :

en M€	Exécution 2016		BR 2017		Exécution 2017		taux d'exécution CP
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
<b>dépenses de fonctionnement</b>	<b>12,2</b>	<b>12,2</b>	<b>17,7</b>	<b>15,8</b>	<b>14,5</b>	<b>13,5</b>	
dépenses de fonctionnement courant	8,5	8,6	10,7	8,8	8,9	8,2	93%
autres dépenses ( annulation de redevances, intérêts)	3,7	3,6	7,0	7,0	5,6	5,3	76%

#### 1.2.4 Les dépenses d'Investissement

Cette enveloppe est dédiée aux investissements courants de l'Agence.

- Les **investissements immobiliers** programmés pour 2017 sur les différents sites ont connu un rythme d'avancement différencié.
  - Sur le site de Nanterre, le projet de rénovation, pourtant économiquement pertinent n'a pas, à ce stade, reçu un accueil favorable des services de la CNIP (Conférence Nationale de l'Immobilier Public). Aussi, seules les dépenses liées à l'élaboration du projet ont été engagées.
  - Le projet de rénovation du site de Hérouville Saint-Clair a été abandonné dans la mesure où l'accueil des agents du site de Honfleur a pu être réalisé sans travaux structurants.
  - S'agissant des travaux d'amélioration thermique et acoustique du site de Rouen, seules les études de maîtrise d'œuvre ont été lancées ; les travaux ayant ainsi été reportés en 2018.
  - Les travaux permettant l'accueil des agents de l'AFB et de l'ONCFS sur le site de Chalons en Champagne ont démarré en 2017 par les études de maîtrise d'œuvre et se poursuivront en 2018.
- Les **investissements informatiques** atteignent 3,9 M€ en consommations d'AE et 2,4 M€ en CP.

Ces consommations budgétaires concernent principalement :

- le déploiement de l'application de gestion financière en mode GBCP – QUALIAC dont le montant des factures honorées sur 2017 atteignent 820 K€.
- La réalisation d'autres projets structurants au titre desquels figurent notamment la refonte du site internet, le développement de la télé-déclaration des redevances, l'évolution d'applications (décapol, osmose, dequado...)
- La commande au titre du renouvellement des postes de travail pour 490 K€,
- La mise en place d'une prestation externe de pilotage du projet de changement d'application de gestion des redevances – ARAMIS (420 K€).



Le tableau ci-dessous retrace les réalisations budgétaires 2017 par types d'interventions :

en K€	BR 2017		Exécution 2017		taux d'exécution CP
	AE	CP	AE	CP	
<b>dépenses d'investissement</b>	<b>6 491</b>	<b>7 305</b>	<b>4 752</b>	<b>2 753</b>	<b>38%</b>
<b>dépenses immobilières et mobilières</b>	<b>3 478</b>	<b>3 305</b>	<b>856</b>	<b>376</b>	<b>11%</b>
<i>site de Nanterre</i>	675	675	357	158	23%
<i>site de Hérouville Saint Clair</i>	1 132	959	4	0	0%
<i>site de Rouen</i>	968	968	309	137	14%
<i>site de Chalons en champagne</i>	530	530	105	57	11%
<i>site de Sens</i>	145	145	53	24	17%
<i>site de Compiègne</i>	28	28	28	0	0%
<b>Dépenses informatiques</b>	<b>3 013</b>	<b>4 000</b>	<b>3 896</b>	<b>2 377</b>	<b>59%</b>

En synthèse, ces charges évoluent de la manière suivante :

Comptabilité budgétaire - en M€		CF 2016	BR 2017	CF 2017
Investissements courants	AE	3,8	6,5	4,7
	CP	3,1	7,3	2,7

### 1.2.5 Remboursement de l'emprunt et prélèvement de l'Etat

Les opérations de trésorerie figurant dans le tableau d'équilibre financier sont composées des éléments suivants :

- le remboursement de la 5ème échéance du capital de l'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour 12,9 M€ ;
- le prélèvement de l'Etat pour 59 M€ conformément à l'arrêté du 13 avril 2017 relatif à la mise en œuvre du prélèvement prévu à l'article 32 de la loi de finances pour 2015.

Equilibre financier-Opération de trésorerie	CF 2016	BR 2017	CF 2017
Remboursement prêt CDC	12,7	12,9	12,9
Prélèvement de l'Etat	58,2	58,1	59,0

### 1.3 SYNTHESES BUDGETAIRES

Cette rubrique a pour vocation de commenter succinctement les principaux tableaux soumis au Conseil d'Administration pour approbation ou information.

#### **Solde budgétaire (tableau 2)** – *présentation au CA pour vote*

Le solde budgétaire résultant de la différence entre les recettes encaissées (792,2 M€) et les crédits de paiement décaissés (653,1 M€) s'élève à 139,1 M€, en progression par rapport aux données intégrées au Budget Rectificatif 2017 (105,8 M€). On notera, de plus, son évolution sensible au regard du solde budgétaire constaté au 31 décembre 2016 (94,2 M€). Cette progression trouve principalement son origine dans la réduction des crédits de paiement au titre des dépenses d'intervention.

#### **Equilibre financier (tableau 4)** - *présentation au CA pour vote*

Cet état retrace les opérations non budgétaires ayant un impact sur la trésorerie. A partir du solde budgétaire (139,1 M€), sont identifiés les flux de trésorerie afin de déterminer la variation de trésorerie prévisionnelle sur l'exercice.

Aussi, pour l'exercice 2017, au regard des flux financiers (versement et retour des avances, remboursement du capital de l'emprunt et prélèvement de l'Etat...), la variation de la trésorerie de l'exercice s'établit à +39,2 M€, laquelle est en ligne avec les prévisions du budget rectificatif 2017 (37,7 M€).

A noter que ces flux financiers comportent également une somme de 1,2 M€ correspondant aux décalages temporels constatées au titre des opérations décaissées et/ou encaissées en cours de rapprochement.

## 2 LES ETATS BUDGETAIRES

---

Tableaux budgétaires :

- Tableau 1 : Autorisations d'emplois
- Tableau 2 : Autorisations budgétaires
- Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine
- Tableau 4 : Equilibre financier
- Tableau 5 : Opérations pour compte de tiers (non applicable)
- Tableau 6 : Situation patrimoniale
- Tableau 7 : Plan de trésorerie
- Tableau 8 : Opérations liées aux recettes fléchées (non applicable)
- Tableau 9 : Opérations pluriannuelles – prévisions
- Tableau 10 : Synthèse budgétaire et comptable

## 2.1 Tableau 1 – Autorisations d’emplois

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP	406,6	4,5	411,1
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	419,3	3,41	422,71

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISÉS PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			ETP	ETPT	masse salariale
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
<b>EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ( 1 + 2 + 3 )</b>	<b>406,2</b>	<b>418,83</b>	<b>31 009 346,37</b>	<b>4,50</b>	<b>3,41</b>	<b>90 879,07</b>	<b>410,7</b>	<b>422,24</b>	<b>31 100 225,44</b>
<b>1 - TITULAIRES</b>	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et <u>actes de gestion</u> , dont CAP, déconcentrés dans l'organisme)	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
. Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
. Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes remboursées	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00			
<b>2 - NON TITULAIRES</b>	<b>406,2</b>	<b>418,83</b>	<b>31 009 346,37</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>406,2</b>	<b>418,83</b>	<b>31 009 346,37</b>
* Non titulaires de droit public	406,2	418,83	31 009 346,37	0,00	0,00	0,00	406,2	418,83	31 009 346,37
- en fonction dans l'organisme :	406,2	418,83	31 009 346,37	0,00	0,00	0,00	406,2	418,83	31 009 346,37
. Contractuels sous statut :	368,9	381,74	26 789 400,26	0,00	0,00	0,00	368,9	381,74	26 789 400,26
δ CDI	353,9	352,72	25 596 816,58	0,00	0,00	0,00	353,90	352,72	25 596 816,58
δ CDD	15	29,02	1 192 583,68	0,00	0,00	0,00	15,00	29,02	1 192 583,68
. Contractuels hors statut :	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0,00
δ CDI	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0,00
δ CDD	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0,00
. Titulaires État détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	37,3	37,09	4 219 946,11	0,00	0,00	0,00	37,30	37,09	4 219 946,11
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	0			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0			
* Non titulaires de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
δ CDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
δ CDD	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale	0	0	0	0	0	0			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0			
<b>3 - CONTRATS AIDES (apprentissage)</b>				<b>4,5</b>	<b>3,41</b>	<b>90 879,07</b>	<b>4,5</b>	<b>3,41</b>	<b>90 879,07</b>
<b>EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES ( 4 + 5 )</b>							<b>0</b>	<b>0,33</b>	<b>35 507,21</b>
<b>4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT</b>							0	0	0
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
<b>5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES</b>							0	0,33	35 507,21
* Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur							0	0	0
* Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur							0	0,33	35 507,21

## 2.2 Tableau 2 – Autorisations budgétaires

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES							RECETTES			
	Montants						Montants			
	AE			CP			Exécution CF 2016	BR 2017	Exécution CF 2017	
	Exécution CF 2016	BR 2017	Exécution CF 2017	Exécution CF 2016	BR 2017	Exécution CF 2017				
<b>Personnel</b>	31 441 188	31 002 839	31 100 885	31 441 188	31 002 839	30 995 157	<b>796 740 724</b>	<b>787 904 000</b>	<b>792 187 207</b>	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	750 193	715 844	715 282	750 193	715 844	715 282				Subvention pour charges de service public
										Autres financements de l'Etat
							792 678 016	785 824 000	790 112 832	Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	12 185 248	17 699 586	14 558 897	12 227 053	15 800 212	13 473 826				Autres financements publics
							4 062 708	2 080 000	2 074 374	Recettes propres
<b>Intervention</b>	705 569 376	703 946 392	680 381 980	655 786 138	628 036 392	605 919 411				
										<b>Recettes fléchées*</b>
										Financements de l'Etat fléchés
<b>Investissement</b>	3 848 248	6 491 129	4 751 638	3 117 034	7 305 277	2 753 257				Autres financements publics fléchés
										Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)</b>	<b>753 044 060</b>	<b>759 139 946</b>	<b>730 793 400</b>	<b>702 571 413</b>	<b>682 144 719</b>	<b>653 141 650</b>	<b>796 740 724</b>	<b>787 904 000</b>	<b>792 187 207</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>				<b>94 169 312</b>	<b>105 759 281</b>	<b>139 045 557</b>	-	-	-	<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>

## 2.3 Tableau 3 – Dépenses par destination et Recettes par origine

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme : les lignes programmes constituent les axes destinations des agences de l'eau

Budget	DEPENSES																				
	Personnel				Fonctionnement				Intervention				Investissement				Total				
	AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE (A)		CP (B)		
	BR2017	Compte financier 2017	BR2017	Compte financier 2017	BR 2017	Compte financier 2017	BR 2017	Compte financier 2017	BR 2017	Compte financier 2017	BR 2017	Compte financier 2017	BR 2017	Compte financier 2017	BR 2017	Compte financier 2017	BR 2017	Compte financier 2017	BR 2017	Compte financier 2017	
<b>I - Lutte contre la pollution</b>																					
11- Installations de traitement des eaux usées domestiques								186 700 000	180 906 715	159 800 000	143 752 062							186 700 000	180 906 715	159 800 000	143 752 062
12- Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques								116 400 000	119 155 117	103 600 000	104 278 534							116 400 000	119 155 117	103 600 000	104 278 534
13- Lutte contre la pollution des activités économiques *								39 000 000	26 768 444	32 200 000	26 191 362							39 000 000	26 768 444	32 200 000	26 191 362
14- Elimination des déchets								2 600 000	157 406	2 200 000	372 760							2 600 000	157 406	2 200 000	372 760
15- Assistance technique à la dépollution								3 600 000	2 209 408	2 900 000	1 987 724							3 600 000	2 209 408	2 900 000	1 987 724
16- Primes pour épuration aux collectivités locales								95 500 000	103 001 873	95 500 000	102 944 453							95 500 000	103 001 873	95 500 000	102 944 453
17- Aide à la qualité d'exploitation (AQUEX)								5 000 000	2 369 929	5 000 000	3 092 842							5 000 000	2 369 929	5 000 000	3 092 842
18- Lutte contre la pollution agricole								43 700 000	30 530 144	26 900 000	23 652 809							43 700 000	30 530 144	26 900 000	23 652 809
<b>Total lutte contre la pollution</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>492 500 000</b>	<b>465 099 036</b>	<b>428 100 000</b>	<b>406 272 545</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>492 500 000</b>	<b>465 099 036</b>	<b>428 100 000</b>	<b>406 272 545</b>
<b>II - Gestion des milieux</b>																					
21- Gestion quantitative de la ressource								10 000 000	7 037 258	6 900 000	4 956 990							10 000 000	7 037 258	6 900 000	4 956 990
23- Protection de la ressource								15 700 000	14 203 457	12 300 000	11 273 805							15 700 000	14 203 457	12 300 000	11 273 805
24- Restauration et gestion des milieux aquatiques								57 000 000	53 895 206	53 000 000	49 387 990							57 000 000	53 895 206	53 000 000	49 387 990
25- Eau potable								32 000 000	47 180 521	34 000 000	47 043 365							32 000 000	47 180 521	34 000 000	47 043 365
29- Planification et gestion à l'échelle du bassin et sous bassins								6 300 000	3 550 535	4 700 000	2 961 369							6 300 000	3 550 535	4 700 000	2 961 369
<b>Total gestion des milieux</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>121 000 000</b>	<b>125 866 977</b>	<b>110 900 000</b>	<b>115 623 519</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>121 000 000</b>	<b>125 866 977</b>	<b>110 900 000</b>	<b>115 623 519</b>
<b>III - Conduite et développement des politiques</b>																					
31- Etudes générales								4 700 000	7 921 079	4 500 000	4 832 528							4 700 000	7 921 079	4 500 000	4 832 528
32- Connaissance environnementale								15 000 000	13 744 639	15 600 000	13 038 404							15 000 000	13 744 639	15 600 000	13 038 404
33- Action internationale								5 300 000	4 453 144	4 000 000	3 433 035							5 300 000	4 453 144	4 000 000	3 433 035
34- Information, communication et éducation à l'environnement								4 000 000	4 034 989	3 500 000	3 670 568							4 000 000	4 034 989	3 500 000	3 670 568
<b>Total conduite et développement des politiques</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 000 000</b>	<b>30 153 852</b>	<b>27 600 000</b>	<b>24 974 535</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 000 000</b>	<b>30 153 852</b>	<b>27 600 000</b>	<b>24 974 535</b>
<b>IV - Support et Management</b>																					
Personnel, fonctionnement, charges financières, dépenses liées aux redevances et aux interventions	31 002 839	31 100 885	31 002 839	30 995 157	17 699 586	14 558 897	15 800 212	13 473 826	3 906 392	3 640 116	3 896 392	3 426 812	6 491 129	4 751 638	7 305 277	2 753 257		59 099 946	54 051 536	58 004 719	50 649 051
<b>V - Fonds de concours et autres</b>																					
51- Contribution à l'AFB								57 540 000	55 622 000	57 540 000	55 622 000							57 540 000	55 622 000	57 540 000	55 622 000
<b>TOTAL</b>	<b>31 002 839</b>	<b>31 100 885</b>	<b>31 002 839</b>	<b>30 995 157</b>	<b>17 699 586</b>	<b>14 558 897</b>	<b>15 800 212</b>	<b>13 473 826</b>	<b>703 946 392</b>	<b>680 381 980</b>	<b>628 036 392</b>	<b>605 919 411</b>	<b>6 491 129</b>	<b>4 751 638</b>	<b>7 305 277</b>	<b>2 753 257</b>		<b>759 139 946</b>	<b>730 793 401</b>	<b>682 144 719</b>	<b>653 141 650</b>

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

105 759 281 139 045 557

#### Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme : Les axes origines ne sont pas présentés.

Budget	RECETTES																		
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total (C)									
			Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres		Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées										
					BR 2017	Compte financier 2017				BR 2017	Compte financier 2017								
Recettes budgétaires			785 824 000	790 112 832		2 080 000	2 074 374											787 904 000	792 187 207
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>785 824 000</b>	<b>790 112 832</b>		<b>2 080 000</b>	<b>2 074 374</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>								<b>787 904 000</b>	<b>792 187 207</b>

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

## 2.4 Tableau 4 – Équilibre financier

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Exécution CF 2016	BR 2017	Exécution CF 2017	Exécution CF 2016	BR 2017	Exécution CF 2017	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*			-	94 169 312	105 759 281	139 045 557	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital)	12 652 960	12 990 795	12 990 794			0	Nouveaux emprunts (capital)
Avances sur travaux	153 827 887	136 000 000	165 781 562	141 583 966	138 900 000	139 266 346	Remboursement des avances sur travaux (flux en retour)
Versement prêts	375	6 000	1 500	93 601	150 000	32 630	Remboursement prêts
Versement dépôts et cautionnement	0	0	0	36 465			Remboursement des dépôts et cautionnements
Total (b1) Opérations non budgétaires (décaissables)	166 481 222	148 996 795	178 773 857	141 714 032	139 050 000	139 298 976	Total (b2) Opérations non budgétaires (encaissables)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**			-			-	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) Prélèvement Etat	58 152 838	58 152 838	59 092 872				Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Autres décaissement (non budgétaire)			1 264 623				
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	224 634 060	207 149 633	239 131 352	235 883 344	244 809 281	278 344 533	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	11 249 284	37 659 648	39 213 181	-	0	-	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***			-	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	11 249 284	37 659 648	39 213 181	-	0	0	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>235 883 344</b>	<b>244 809 281</b>	<b>278 344 533</b>	<b>235 883 344</b>	<b>244 809 281</b>	<b>278 344 533</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

## 2.5 Tableau 5 – Opérations pour compte de tiers

Non applicable à l'AESN

## 2.6 Tableau 6 – Situation patrimoniale

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Exécution CF2016	BR2017	Exécution CF 2017	PRODUITS	Exécution CF2016	BR2017	Exécution CF 2017
Personnel	28 691 679	28 293 839	28 372 189	Subventions de l'Etat			
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	750 193	715 844	715 282	Fiscalité affectée	790 980 203	796 079 000	757 162 004
Fonctionnement autre que les charges de personnel	92 742 238	120 995 603	96 278 258	Autres subventions			
Intervention (le cas échéant)	596 019 325	552 700 000	541 657 815	Autres produits	8 888 097	3 580 000	19 666 935
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>717 453 242</b>	<b>701 989 442</b>	<b>666 308 263</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>799 868 300</b>	<b>799 659 000</b>	<b>776 828 940</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>82 415 058</b>	<b>97 669 558</b>	<b>110 520 677</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>799 868 300</b>	<b>799 659 000</b>	<b>776 828 940</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>799 868 300</b>	<b>799 659 000</b>	<b>776 828 940</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

#### Calcul de la capacité d'autofinancement

	Exécution CF2016	BR2017	Exécution CF 2017
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>82 415 058</b>	<b>97 669 558</b>	<b>110 520 677</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	11 015 052	14 400 000	6 596 971
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-3 644 110	0	-13 360 738
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	99 509	10 000	
- produits de cession d'éléments d'actifs	-800 000	-60 000	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-1 374		-1 374
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>89 084 135</b>	<b>112 019 558</b>	<b>#####</b>

#### Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Exécution CF2016	BR2017	Exécution CF 2017	RESSOURCES	Exécution CF2016	BR2017	Exécution CF 2017
Insuffisance d'autofinancement	0	0	0	Capacité d'autofinancement	89 084 135	112 019 558	103 755 535
				Variation de capitaux propres	7 814 548		
Investissements immobiliers	2 779 678	7 305 277	2 856 326	Financement de l'actif par l'Etat			
Autres investissements	375	6 000	1 500	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat			
Investissement (versements avances sur travaux)	156 517 833	136 000 000	176 208 897	Autres ressources	150 697 401	139 110 000	143 875 391
Remboursement des dettes financières	12 652 960	12 990 795	12 990 794	Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>171 950 846</b>	<b>156 302 072</b>	<b>192 057 518</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>247 596 084</b>	<b>251 129 558</b>	<b>247 630 927</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>75 645 238</b>	<b>94 827 486</b>	<b>55 573 409</b>	<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Exécution CF2016	BR2017	Exécution CF 2017
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)**	75 645 238	94 827 486	55 573 409
<b>Prélèvement de l'Etat sur fond de roulement**</b>	<b>-58 152 838</b>	<b>-58 152 838</b>	<b>-59 092 872</b>
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	17 492 400	36 674 648	-3 519 463,2
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	6 243 115	-984 999	-42 732 645
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	11 249 285	37 659 648	39 213 181
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	179 092 762	215 767 410	175 573 299
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	116 532 327	115 547 328	73 799 682
Niveau de la TRESORERIE	62 560 435	100 220 082	101 773 616

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

## 2.7 Tableau 7 - Plan de trésorerie

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	62 560 434	62 890 901	139 053 454	105 578 839	151 690 740	171 970 180	148 032 704	148 584 118	144 425 094	174 951 589	187 658 873	173 932 503	
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	2 272 039	80 496 670	24 999 306	79 603 940	43 311 504	62 211 349	85 473 061	78 596 979	69 315 417	68 667 402	106 808 710	90 430 829	792 187 207
Subvention pour charges de service public	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres financements de l'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fiscalité affectée	2 233 408	80 146 514	24 946 038	79 465 698	43 199 190	62 185 496	85 436 819	78 481 026	69 084 332	68 383 639	106 539 306	90 011 366	790 112 832
Autres financements publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources propres	38 632	350 156	53 267	138 242	112 315	25 852	36 242	115 953	231 085	283 762	269 404	419 463	2 074 374
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financements de l'État fléchés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres financements publics fléchés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes propres fléchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations non budgétaires</b>	383 656	10 173 750	4 210 428	11 705 695	14 281 767	9 784 815	18 926 496	10 606 638	15 439 046	16 719 952	12 672 377	14 394 356	139 298 976
Emprunts : encaissements en capital													
Prêts : encaissement en capital	383 656	10 173 750	4 210 428	11 705 695	14 281 767	9 784 815	18 926 496	10 606 638	15 439 046	16 719 952	12 672 377	14 394 356	139 298 976
Dépôts et cautionnement													
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- TVA encaissée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>A. TOTAL</b>	2 655 695	90 670 420	29 209 734	91 309 636	57 593 271	71 996 164	104 399 557	89 203 617	84 754 463	85 387 353	119 481 088	104 825 185	931 486 183
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>	2 325 228	9 641 130	50 221 924	42 317 719	30 224 624	70 024 733	85 651 721	72 485 500	47 602 078	66 792 461	63 798 122	112 056 412	653 141 650
Personnel	2 324 946	2 366 755	3 079 221	2 674 954	2 474 411	2 477 868	2 532 225	2 644 043	2 479 550	2 518 665	2 575 822	2 846 697	30 995 157
Fonctionnement	282	142 848	813 035	793 846	3 456 378	402 123	875 406	280 191	833 119	482 288	422 881	4 971 428	13 473 826
Intervention	0	7 120 866	46 080 406	38 459 118	23 989 484	66 932 809	81 684 490	69 397 050	44 265 760	63 701 305	60 685 653	103 602 469	605 919 411
Investissement	0	10 662	249 262	389 800	304 351	211 932	559 599	164 216	23 648	90 203	113 766	635 817	2 753 257
<b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations non budgétaires</b>	0	4 866 738	12 462 424	2 880 016	7 089 207	8 181 046	18 196 422	20 877 142	6 625 890	5 887 608	28 044 326	63 663 037	178 773 857
Emprunts : remboursement en capital												12 990 794	12 990 794
Avances versées et Prêts													
Dépôts et cautionnement	0	4 866 738	12 462 424	2 880 016	7 089 207	8 181 046	18 196 422	20 877 142	6 625 890	5 887 608	28 044 326	50 672 243	165 783 062
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	0	0	0	0	0	17 727 862	0	0	0	0	41 365 010	1 264 623	60 357 495
- TVA décaissée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	0	0	0	0	0	17 727 862	0	0	0	0	41 365 010	0	59 092 872
- Autres décaissements d'opérations non rapprochées												1 264 623	1 264 623
<b>B. TOTAL</b>	2 325 228	14 507 868	62 684 348	45 197 735	37 313 831	95 933 640	103 848 143	93 362 642	54 227 968	72 680 069	133 207 458	176 984 072	892 273 002
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	330 467	76 162 552	-33 474 615	46 111 901	20 279 440	-23 937 477	551 415	-4 159 024	30 526 496	12 707 284	-13 726 370	-72 158 887	39 213 181
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	62 890 901	139 053 454	105 578 839	151 690 740	171 970 180	148 032 704	148 584 118	144 425 094	174 951 589	187 658 873	173 932 503	101 773 616	



## 2.8 Tableau 8 – Opérations liées aux recettes fléchées

Non applicable à l'AESN

## 2.9 Tableau 9 – Opérations pluriannuelles – prévisions

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

#### A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision	Compte financier 2017								Prévision N+1 et suivantes							
		Coût total de l'opération (1)	AE ouvertes les années antérieures à N (2)	AE consommées les années antérieures à N (3)	AE reprogrammées ou reportées en N* (4)	AE nouvelles ouvertes en N (5)	TOTAL des AE ouvertes en N (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures à N (7)	CP consommés les années antérieures à N (8)	CP reprogrammés ou reportés en N* (9)	CP nouveaux ouverts en N (10)	TOTAL des CP ouverts en N (11) = (9) + (10)	AE prévues en N+1 (12)	CP prévus en N+1 (13)	AE prévues en N+2 (14)	CP prévus en N+2 (15)	AE prévues > N+2 (16)	CP prévus > N+2 (17)
	Ss total personnel	0	132	128	0	31	31	132	128	0	31	31	31	31	0	0	0	0
	Ss total fonctionnement	0	241	237	0	15	15	269	238	0	13	13	14	15	0	0	0	0
	Ss total intervention	0	3 129	2 950	0	680	680	3 157	3 156	0	606	606	769	692	0	0	0	0
	Ss total investissement	0	59	47	0	5	5	61	47	0	3	3	5	6	0	0	0	0
	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>3 561</b>	<b>3 363</b>	<b>0</b>	<b>731</b>	<b>731</b>	<b>3 618</b>	<b>3 569</b>	<b>0</b>	<b>653</b>	<b>653</b>	<b>819</b>	<b>743</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
pm	Hors budgétaire		176			84	84	176			84	84	13	13				
	avances		306			153	153	277			136	136	162	162				
	<b>TOTAL</b>		<b>4 043</b>	<b>3 363</b>	<b>0</b>	<b>968</b>	<b>968</b>	<b>4 070</b>	<b>3 569</b>	<b>0</b>	<b>873</b>	<b>873</b>	<b>994</b>	<b>918</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

#### B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures à N (19)	Encaissement prévus en N (20)	Encaissements prévus en N+1 (21)	Encaissements prévus en N+2 (22)	Encaissements prévus > N+2 (23)
	Ss total financement de l'Etat	0	0	0	0	0	0
	Ss total autres financements publics	0	0	0	0	0	0
	Ss total autres financements	0	3 619	768	700	700	0
	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>3 619</b>	<b>768</b>	<b>700</b>	<b>700</b>	<b>0</b>
pm	Hors budgétaire		52	13			
	flux en retour		539	139	142	147	1 254
	<b>TOTAL</b>		<b>4 210</b>	<b>920</b>	<b>842</b>	<b>847</b>	<b>1 254</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

## 2.10 Tableau 10 – Synthèse budgétaire et comptable

Non fourni à ce stade

### 3 L'ACTIVITE PLURIANNUELLE

---

Ce chapitre, du rapport financier, présente les résultats relatifs à l'exercice 2017 dans le contexte pluriannuel du 10<sup>ème</sup> programme. Il en traite les différents aspects, dans une logique programme, différente de la logique budgétaire.

Il présente les principaux résultats du suivi pluriannuel (recettes, engagements et encours) ventilés par année d'origine. Il intègre à la fois les subventions et les avances. Il permet d'établir l'avancement du programme par la présentation des cumuls sur cinq ans comparés au prévisionnel global 2013-2018.

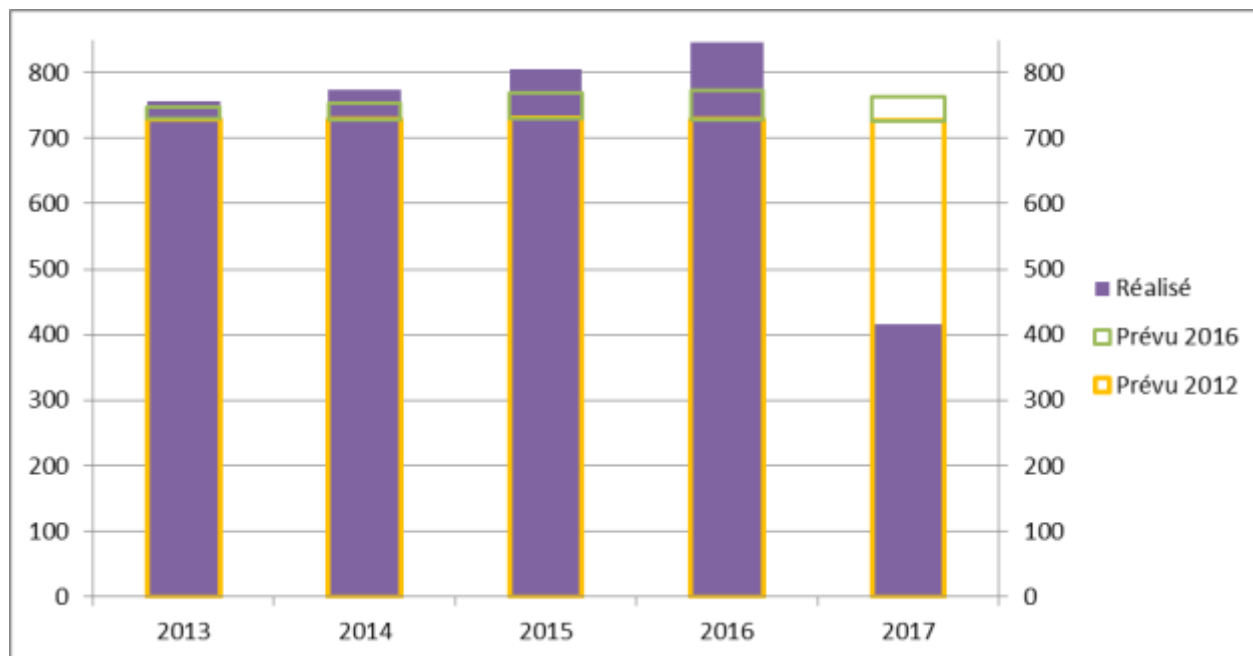
#### 3.1 Le bilan des redevances LEMA du 10EME programme

- Les redevances émises au titre du 10<sup>ème</sup> programme, pour les cinq premières années, représentent 3600 M€, soit 78,1% des prévisions du programme (après déduction des réductions).
- Les émissions au titre de 2013 et 2014 sont considérées comme achevées, représentent 101 % et 103 % respectivement des prévisions
- Les émissions provisoires au titre de 2015 et 2016, représentent respectivement 105% et 109% des prévisions
- Les acomptes émis au titre de 2017, encore partiels, représentent 59% des prévisions
- La contribution des redevables domestiques et assimilés domestiques représente 3268 M€, soit 79 % des prévisions.
- La contribution des usagers industriels représente 157 M€, soit 62 % des prévisions.
- La contribution des usagers agricoles représente 166 M€, soit 58 % des prévisions.

##### 3.1.1 Les redevances du 10ème programme (par année d'activité)

En 2017, le montant des redevances nettes LEMA émises est de 788 M€ (toutes années d'origine confondues). L'histogramme ci-dessous, montre en année d'origine pour les cinq années d'activité du programme, avec le niveau :

- des prévisions initiales en 2012,
- des prévisions actualisées en juin 2016,
- la réalisation (partielle pour 2017).



Le graphe ci-dessus représente les redevances perçues pour chaque année d'origine

Les recettes nettes sont légèrement supérieures aux prévisions (y compris du programme révisé). A noter que les recettes pour les redevances année d'origine 2017 sont partielles. Ces dépassements se sont accentués au cours du programme, ce qui a conduit le conseil d'administration à ne pas augmenter les redevances pollution domestique comme prévu initialement au programme de diminuer le taux de redevances pour modernisation des réseaux domestiques pour le ramener au même taux que celui de la redevance pour modernisation des réseaux non domestiques.

### 3.1.2 Les contributions par famille d'utilisateurs (et usages)

Le tableau ci-dessous permet de visualiser par usages et grandes familles de contributeurs, les recettes perçues par rapport aux dernières prévisions (juin 2016), pour ces cinq années du programme.

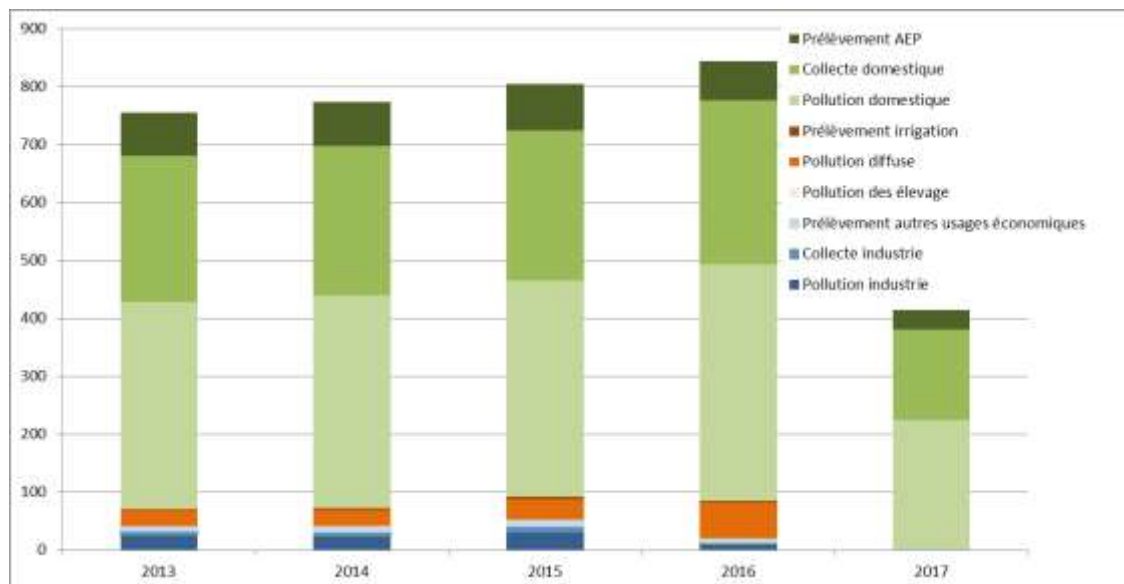
10ème Programme révisé (BR 2016) Redevances par usage	2013			2014			2015			2016			2017		
	Prévisions 2016	Réalisé 2013	Taux réalisé	Prévisions 2016	Réalisé 2014	Taux réalisé	Prévisions 2016	Réalisé 2015	Taux réalisé	Prévisions 2016	Réalisé 2016	Taux réalisé	Prévisions 2016	Réalisé 2017	Taux réalisé
Pollution industrie	23.6	25.25	107%	24.4	23.48	96%	24.5	30.61	125%	25.4	9.22	36%	25.1	0.00	0%
Pollution des élevage	0.5	0.46	92%	0.5	0.46	92%	0.5	0.01	2%	0.5	0.63	125%	0.5	0.00	0%
Pollution domestique	354.7	357.25	101%	355.8	367.04	103%	361.4	373.52	103%	365.1	409.05	112%	367.7	221.18	60%
Collecte industrie	6.7	6.87	103%	7.3	7.53	103%	7.9	10.45	132%	8	3.18	40%	8.0	0.00	0%
Collecte domestique	250.7	252.62	101%	250.7	257.97	103%	250.7	258.71	103%	250.7	282.38	113%	250.7	155.82	62%
Pollution diffuse	27	27.16	101%	29	29.52	102%	35	35.44	101%	35	61.61	176%	23.4	0.00	0%
Prélèvement irrigation	2	2.04	102%	2.3	1.96	85%	2.7	4.25	157%	2.9	2.52	87%	2.9	0.00	0%
Prélèvement AEP	71.6	74.20	104%	72.8	75.97	104%	74	81.11	110%	73.5	67.06	91%	73.6	34.44	47%
Prélèvement canaux	0.2	0.77	385%	0.3	0.63	210%	0.3	0.99	329%	0.3	0.98	325%	0.3	0.43	147%
Prélèvement hydroélectricité	0.5	0.05	10%	0.5	0.05	10%	0.5	0.05	10%	0.8	0.09	11%	0.1	0.00	0%
Prélèvement autres usages économiques	9.6	9.37	98%	9.9	9.22	93%	10.3	10.90	106%	9.7	7.74	80%	9.8	3.13	32%
Stockage Etage	0.1	0.00	0%	0.1	0.00	0%	0.1	0.00	0%	0.1	0.00	0%	0.0	0.00	0%
Obstacle s/ cours d'eau	0.3	0.04	12%	0.4	0.04	9%	0.4	0.04	9%	0.4	0.03	8%	0.0	0.00	0%
Protection Milieux Aquatique	0.9	0.89	99%	0.9	0.91	101%	0.9	0.00	0%	0.9	0.89	99%	0.9	0.00	0%
<b>Total</b>	<b>748.4</b>	<b>757.0</b>	<b>101%</b>	<b>754.9</b>	<b>774.8</b>	<b>103%</b>	<b>769.2</b>	<b>806.1</b>	<b>105%</b>	<b>773.3</b>	<b>845.4</b>	<b>109%</b>	<b>762.8</b>	<b>415.0</b>	<b>54%</b>
<b>Domestiques et assimilés</b>	<b>677</b>	<b>684.1</b>	<b>101%</b>	<b>679.3</b>	<b>701.0</b>	<b>103%</b>	<b>686.1</b>	<b>713.3</b>	<b>104%</b>	<b>689.3</b>	<b>758.5</b>	<b>110%</b>	<b>691.9</b>	<b>411.4</b>	<b>59%</b>
<b>Activités économiques (ind)</b>	<b>39.9</b>	<b>41.5</b>	<b>104%</b>	<b>41.6</b>	<b>40.2</b>	<b>97%</b>	<b>42.7</b>	<b>52.0</b>	<b>122%</b>	<b>43.1</b>	<b>20.1</b>	<b>47%</b>	<b>42.8</b>	<b>3.1</b>	<b>7%</b>
<b>Agriculture</b>	<b>29.5</b>	<b>29.7</b>	<b>101%</b>	<b>31.8</b>	<b>31.9</b>	<b>100%</b>	<b>38.2</b>	<b>39.7</b>	<b>104%</b>	<b>38.4</b>	<b>64.8</b>	<b>169%</b>	<b>26.8</b>	<b>0.0</b>	<b>0%</b>

Le tableau ci-dessus donne le détail des redevances nettes perçues par année d'activité (donc indépendamment de l'année comptable de la perception des acomptes ou des soldes, et des réductions).

Les résultats détaillés par usage et par famille d'utilisateurs sont présentés ci-dessous.

Les redevances domestiques et assimilés (pollution, modernisation et AEP) représentent 89.8% des recettes,

- Les redevances Industries (pollution, modernisation, refroidissement, et autres usages) représentent 4.9% des recettes,
- L'agriculture (irrigation, élevage, pollution diffuses) représente 5.2% des recettes.



Le graphe ci-dessus permet de montrer la part de chaque type d'usages, en vert les activités dites domestiques, en orange, les activités économiques (industriels) et en bleu les activités agricoles. Il convient de rappeler que 20% des montants payés par usagers domestiques et assimilés correspondent à des activités économiques.

### 3.1.3 Les acomptes forfaitaires

Les acomptes perçus en 2017, au titre de l'activité 2017 représentent 415 M€, soit 59% des recettes prévisionnelles de l'AO 2017.

#### **Rappel**

Le code de l'environnement prévoit, dans son article L213-11-12, la possibilité, chaque année, du paiement d'acomptes sur les redevances.

L'article R213-48-35 en précise le principe pour les redevances pollution et modernisation domestique, en fixant le principe d'un seuil au-delà duquel les sommes encaissées chaque trimestre par l'exploitant doivent faire l'objet d'un reversement (anticipé sur le calcul effectif de la redevance en année N+1). Ce reversement est obligatoire.

Ces opérations peuvent faire l'objet d'une contractualisation, en référence à une convention type, arrêtée par le conseil d'administration. Pour l'Agence de l'eau Seine Normandie, trois conventions types ont été établies par délibération du conseil d'administration d'octobre 2007. Ce cadre prévoit une petite marge d'adaptation sur le calendrier et les montants des acomptes.

### 3.2 10ème programme : Les engagement 2017

- Un total d'engagements cumulés de 3 578 M€ depuis le début du programme, dont 926M€ en 2017.
- Une dotation annuelle en AP de 959.6 M€
- Des engagements juridiques (EJ) de 887.9 M€
- Les consommations des dotations représentent pour l'année 2017, pour chacun des domaines :
  - 73 % pour le domaine 1, dont 96% pour les interventions
  - 103 % pour le domaine 2,
  - 73 % pour le domaine 3,
  - 102 % pour le hors plafond, (dont la moitié pour les primes épuratoires)
- Une consommation globale des dotations du domaine 2 et 3 de 93 %, avec une bonne optimisation par la commission des aides, des dotations disponibles.
- Le détail des engagements annuels du programme est présenté dans l'annexe IP 3.3 en fin de note chapitre 4.2

Nb: ces montants sont exprimés hors part « pollutions diffuses » reversée à l'AFB (part destinée au plan Ecophyto)

#### 3.2.1 Rappel méthodologique

AP / AE :Autorisations de programme et autorisations d'engagement (comptabilité de programme et comptabilité budgétaire)

Le 10<sup>ème</sup> programme prévoit des aides sous forme de subvention et sous forme d'avance. Il établit les autorisations de programme (AP) à attribuer pour chaque ligne programme et chacune des années du programme. Ces dotations sont souvent exprimées en total « subvention +avance ».

Depuis la réforme GBCP :

- Le mot **autorisation d'engagement** « AE » est réservé aux engagements budgétaires prévisionnels, et uniquement pour les subventions.
- Les avances (de nature différente) ne sont pas comptabilisées en budgétaire, mais le sont en comptabilité générale, et en comptabilité de programme pluriannuelle.
- Les **AE prévisionnelles du budget (subvention) sont un plafond des subventions pouvant être accordées**. Elles tiennent compte, en prévision :
  - des AP-subvention prévues au programme, et,
  - des dégagements pouvant intervenir dans l'année, sur les AP accordées antérieurement, et qui seront réengagés.
- **Les AE sont donc une partie du programme, définies au moment du budget.**

Par ailleurs,

- La comptabilité budgétaire prend en compte le décaissé-encaissé, alors que la comptabilité générale et la comptabilité de programme prennent en compte les droits acquis (**constat du service fait, ou titre émis**, même si l'argent n'est pas encore décaissé ou encaissé).

Les domaines

**Les domaines** correspondent à une répartition des aides par ligne programme et en grands domaines d'intervention. C'est la nomenclature nationale des dépenses des agences de l'eau, par objectif de la politique de l'eau qui définit cette répartition. Les montants d'AP par domaine, cumulés sur les six années du programme font l'objet d'un plafond fixé par arrêté du 26 février 2013.

- Domaine 1 : actions de connaissance, de planification et de gouvernance. Les dépenses de fonctionnement et de personnel des agences sont rattachées à ce domaine,
- Domaine 2 : mesures générales de gestion de l'eau dont l'application est invariante sur le territoire et visent l'application des textes français et européens,
- Domaine 3 : mesures territoriales de gestion de l'eau qui viennent compléter les mesures nationales et sont motivées par la réalisation des objectifs de bon état de la DCE, la lutte contre certains effets de la sécheresse et certaines mesures de prévention contre les inondations,
- Hors Domaine : dépenses hors plafond (primes pour épuration, AFB et prélèvement Etat).

### 3.2.2 Les réalisations de l'année 2017

Le tableau ci-dessous présente, par ligne programme et par domaine,

- Les dotations prévisionnelles en AP (subvention + avance) : 959.6 M€
- Les dotations prévisionnelles cumulant les AE budgétaires (subvention) et les avances : 938.1 M€
- les engagements juridiques EJ réalisés en 2017, c'est à dire, les aides et les marchés signés par la directrice générale en 2017 : 918.5 M€, dont 126.7 M€ sous forme d'avance
- le calcul des engagements nets, c'est-à-dire les engagements après déduction des dégagements réalisés en 2017 sur les aides du programme en cours : 887.9 M€.

C'est ce montant net de 887.9 M€ qui pourra être cumulé avec les résultats des années antérieures, pour déterminer le montant effectif des engagements cumulés du programme.

Il représente un taux de consommation des dotations en AP de 93%.

Le montant des engagements juridiques, lui, représente le travail des services et de la commission des aides en 2017.

#### Interventions en 2017 :

Les interventions comprennent les aides attribuées par la commission des aides ainsi que les financements liés aux marchés de mesure. Ne sont pas comprises dans les interventions les primes et dépenses de fonctionnement de l'Agence.

En 2017, **631.3 M€** d'autorisations de programme sur les interventions ont été attribuées (694,6 M€ en 2016) à des travaux sous forme de subventions pour **502.8 M€** (541 M€ en 2016) et d'avances pour **128.5 M€** (149M€ en 2016). Les avances sont liées aux modalités d'aides du programme. L'essentiel de ces avances porte sur les lignes programme 11, 12 (118.3 M€), ainsi que sur la LP 25 (12.2 M€).

Les dotations prévisionnelles du domaine 2 et 3 ont été utilisées à 95 %, soit une bonne optimisation des AP inscrites, en fonction des dossiers de demandes d'aides effectivement reçues pour chacune des lignes programmes.

Les résultats 2017 reflètent un rythme d'engagements soutenu, toutes les autorisations de programme prévues au budget initial ont ainsi été engagées. En particulier, la demande des maîtres d'ouvrages sur les actions du petit cycle (les stations d'épurations, les réseaux d'assainissement et les travaux relatifs à l'adduction de l'eau potable) reste toujours confirmée.

De la même manière, l'accompagnement de l'agence de l'eau aux opérations sur la reconquête des milieux aquatiques reste très dynamique. A l'inverse, les aides aux activités économiques ainsi que les aides agricoles restent en retrait, même si des rattrapages des années antérieures ont été réalisés à la fin de l'année pour ces dernières.

La prime pour épuration pour 2017 est de 103 M€ pour un prévisionnel de 95.5M€. Cette différence vient de la gestion des acomptes et des paiements des primes pour épuration des années d'origine antérieures.

N° LP	Lignes programme	AP prév BI (1)	AE sub + Av BI (2)	AP (3)	AE (4)	Avance (5)	Dégagement Sub+Av (6)*	EJ net (7=+4+5-6)	EJ net/AP (7/1)
<b>DOMAINE 1 - Connaissance, planification, gouvernance, fonctionnement, personnel agence</b>									
<b>Interventions</b>									
29	Planification et gestion à l'échelle du bassin et sous bassins	6.0	6.3	3.4	3.6		2	3.4	56%
31	Etudes générales	4.4	4.7	7.6	8.0		2	7.8	178%
32	Connaissance environnementale	14.8	15.0	13.0	13.8		.6	13.2	89%
33	Action internationale	5.0	5.3	4.1	4.5		2	4.2	85%
34	Information, communication et éducation à l'environnement	3.7	4.0	4.0	4.0		.1	3.9	105%
	<b>Total interventions</b>	<b>33.9</b>	<b>35.2</b>	<b>32.1</b>	<b>30.1</b>	<b>.0</b>	<b>1.3</b>	<b>32.6</b>	<b>96%</b>
<b>Fonctionnement</b>									
41	Dépenses de fonctionnement hors personnel	10.8	10.8	9.0	9.0		.0	9.0	83%
42	Immobilisations	6.5	6.5	4.8	4.8		.0	4.8	73%
43	Dépenses de personnel	31.8	31.8	31.1	31.1		.0	31.1	98%
44	Charges de régularisation *	18.8	18.8	4.9	4.9		.0	4.9	26%
45	Charges financières (intérêts et capital)	13.7	13.7	.7	.7		.0	.7	5%
48	Dépenses courantes liées aux redevances	3.6	3.6	3.5	3.5		.0	3.5	98%
49	Dépenses courantes liées aux interventions	.3	.3	.1	.1		.0	.1	41%
	<b>Total fonctionnement</b>	<b>85.5</b>	<b>85.5</b>	<b>54.1</b>	<b>54.1</b>	<b>.0</b>	<b>.0</b>	<b>54.1</b>	<b>63%</b>
	<b>Total domaine 1</b>	<b>119.4</b>	<b>120.7</b>	<b>86.1</b>	<b>84.1</b>	<b>.0</b>	<b>1.3</b>	<b>86.6</b>	<b>73%</b>
<b>DOMAINE 2 - Mesures générales de gestion de l'eau</b>									
11	Installations de traitement des eaux usées domestiques (hors pluvial)	205.3	218.2	222.7	164.9	61.8	5.0	221.7	108%
12	Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques	153.3	162.4	162.1	118.8	45.5	9.7	154.6	101%
15	Assistance technique à la dépollution	3.4	3.6	2.1	2.2		.1	2.1	63%
25	Eau potable	60.4	63.4	58.8	47.2	11.8	2.9	56.1	93%
	<b>Total domaine 2</b>	<b>422.4</b>	<b>447.6</b>	<b>445.7</b>	<b>333.1</b>	<b>119.2</b>	<b>17.8</b>	<b>434.5</b>	<b>103%</b>
<b>DOMAINE 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau</b>									
11	Installations de traitement des eaux usées domestiques (pluvial)	35.5	37.5	24.4	17.3	7.3	.2	24.3	68%
13	Lutte contre la pollution des activités économiques	36.5	39.0	25.2	27.1		3.0	24.1	66%
14	Elimination des déchets	2.6	2.6	.2	.2		.0	.2	6%
18	Lutte contre la pollution agricole	42.2	13.0	29.3	30.6		1.4	29.2	69%
21	Gestion quantitative de la ressource	12.5	17.0	7.0	7.1		.6	6.5	52%
23	Protection de la ressource	16.1	59.7	13.3	14.2	.1	1.3	13.0	81%
24	Restauration et gestion des milieux aquatiques	56.1	59.7	50.6	54.5	.1	5.1	49.6	88%
	<b>Total domaine 3</b>	<b>201.5</b>	<b>228.4</b>	<b>149.9</b>	<b>150.8</b>	<b>7.5</b>	<b>11.6</b>	<b>146.7</b>	<b>73%</b>
<b>Hors plafond de dépenses</b>									
16	Primes pour épuration	95.5	95.5	103.0	103.0			103.0	108%
17	AQUEX	5.0	5.0	2.4	2.4			2.4	47%
45	Remboursement de l'emprunt (capital)								
51	Fonds de concours AFB ONCFS	57.6	95.5	55.6	55.6			55.6	97%
52	Prélèvement Etat (Ecrêtement)	58.2	5.0	59.1	59.1			59.1	102%
54	Charges de régularisation hors plafond								
	<b>Total hors plafond de dépenses</b>	<b>216.3</b>	<b>201.0</b>	<b>220.1</b>	<b>220.1</b>	<b>.0</b>	<b>.0</b>	<b>220.1</b>	<b>102%</b>
	<b>Total</b>	<b>959.6</b>	<b>997.7</b>	<b>901.8</b>	<b>788.1</b>	<b>126.7</b>	<b>30.6</b>	<b>887.9</b>	<b>93%</b>
	<b>Total Intervention (hors prime)</b>	<b>661.7</b>	<b>715.1</b>	<b>631.3</b>	<b>517.6</b>	<b>126.7</b>	<b>30.6</b>	<b>617.4</b>	<b>93%</b>
	<b>Total Intervention</b>	<b>762.2</b>	<b>815.6</b>	<b>736.7</b>	<b>623.0</b>	<b>126.7</b>	<b>30.6</b>	<b>722.8</b>	<b>95%</b>
*(6) sur les 30.6M€ de dégagement de l'exercice budgétaire 2017, 18.7M€ relève du dégagement du programme en cours, i.e post 2013									

### 3.2.3 Situation globale des engagements du 10ème programme

L'histogramme ci-dessous montre la situation actuelle de réalisation du 10<sup>ème</sup> programme. Il compare le programme voté en novembre 2012, par grandes enveloppes, et la situation en fin 2017.

Celle-ci inclut le réalisé pour les cinq années et le prévisionnel pour 2018.

en €	Dotations programme révisé 2015 (1)	AP engagés (nets) fin 2017 (2)	taux d'engagement fin 2017 (3) = (2)/(1)	AP prévues BI 2018 (4)	marge par rapport plafond arrêté (5)=(6)-(2)-(4)	plafond arrêté de 2013 (6)
Domaine 1	633 300 000	524 447 795	83%	96 500 000,00	32 052 205,00	653 000 000,00
Domaine 2	2 401 000 000	2 071 283 252	86%	417 100 000,00	71 616 748,00	2 560 000 000,00
Domaine 3	1 102 800 000	763 442 762	69%	212 100 000,00	226 457 238,00	1 202 000 000,00
hors domaines	1 342 900 000	1 097 192 741	82%			
Total	4 137 100 000	3 359 173 809	81%			

Si on considère les engagements réalisés par domaine à fin 2017 et que les dotations annuelles prévues par le budget initial 2018 sont entièrement engagées, les plafonds de l'arrêté de cadrage des dépenses des agences pour le 10<sup>ème</sup> programme, ne seront pas dépassés.

### **Les dégagements sur les engagements Interventions du 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> programme**

Un montant d'AP de 2.9 M€, relatives au 9<sup>ème</sup> programme a été désengagé durant l'année 2017.

Les dégagements sur les AP Interventions toutes années confondues lors de l'exercice 2017, sont de 30.6 M€,

Le niveau global des dégagements sur ce 10<sup>ème</sup> programme est de 2,9% (70.2 M€).

## **3.3 Les encours**

### **3.3.1 Rappel du montant global des aides attribuées par programme**

Le tableau ci-dessous présente le montant des aides attribuées (interventions) pour le 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> programme, et leur devenir. (Interventions au sens classique, commission des aides et aides de faible montant).

- Le 9<sup>ème</sup> programme a permis **d'attribuer des aides pour 4 883 M€**, dont 6,5% ont été désengagés depuis, et 91.8 % payés.
- Il reste à payer ou à désengager sur le 9<sup>ème</sup> programme, 83.2 M€ soit 1.7% des décisions d'aide.
- Le 10<sup>ème</sup> programme a permis **d'attribuer 3 045.6 M€**, dont 70.2 M€ ont été désengagées depuis, et 2 113.7 M€ payés.
- Il reste à payer (ou à désengager) 861.6 M€, soit 28.3 % des aides attribuées, en fin d'année 2017.

### **Détermination de l'encours sur les Aides Interventions**

L'encours s'établit en prenant en compte **toutes les conventions d'aides ou marchés non clôturés**, et les sommes payées et non encore payées, sur ce périmètre.

	Aides 9P 2007-2012	Part du total %	Aides 10P 2013-2017	Part du total %
<b>Décisions d'interventions</b>	4 883.00		3 045.57	
<b>Dégagements</b>	315.26	6.5%	70.24	2.3%
<b>Décisions d'aides nettes</b>	4 567.74	93.5%	2 975.33	97.7%
<b>Paielements</b>	4 650.92	95.2%	2 113.69	69.4%
<b>Reste à payer sur intervention ou à désengager</b>	83.18	1.7%	861.64	28.3%



### 3.3.2 Les engagements financiers non soldés

- Poursuite de la réduction du reste à payer sur les aides attribuées, liée notamment à la baisse du niveau des engagements qui avaient culminé notamment lors des deux dernières années du 9<sup>ème</sup> programme.

#### Le reste à payer, RAP, sur les aides attribuées aux maîtres d'ouvrages

L'encours sur les engagements financiers pris par l'agence est de 955 M€ à fin 2017.

Il représente les dettes de l'agence vis-à-vis des bénéficiaires des aides non clôturées dont les engagements ont été pris avant le 31/12/2017 (hors primes pour épuration). Il ne tient pas compte du taux moyen de dégageement habituellement observé sur les montants d'aides.

L'évolution constatée depuis le début du programme se trouve confirmée en 2016.

Année de constat du reste à payer	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Reste à payer sur les aides attribuées	1 065	1 145	1 313	1 246	1 093	1 024	987	980,4	955

### 3.3.3 L'actif financier

L'évolution de l'actif financier résulte de l'excédent ou du déficit entre les versements effectifs aux maîtres d'ouvrages et les créances échues.

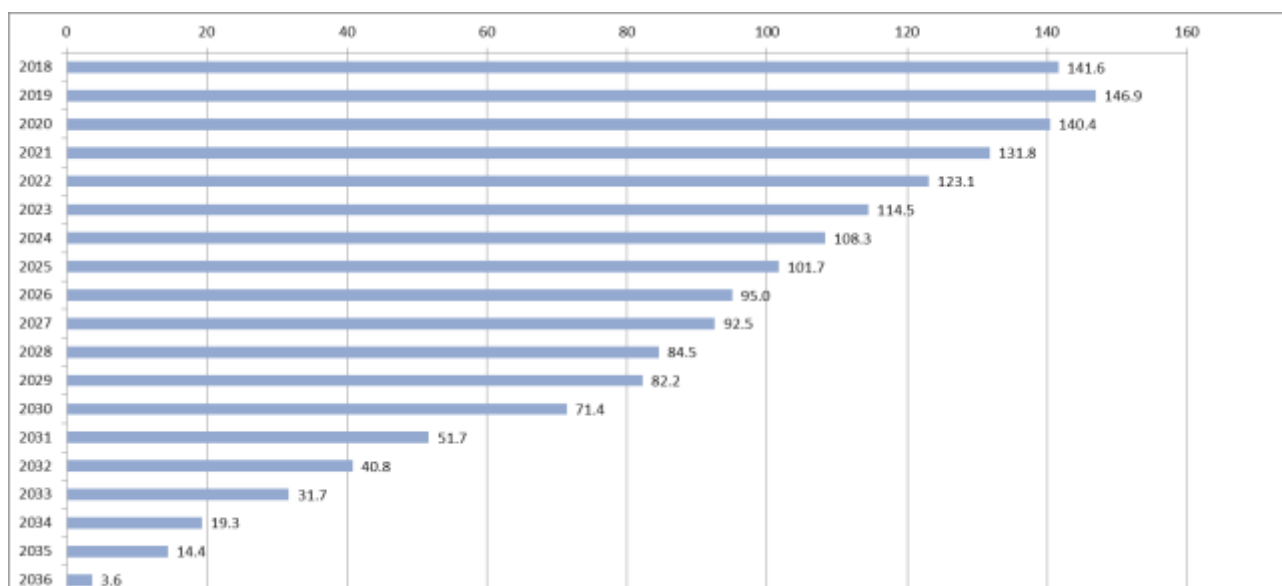
Le montant de l'actif financier relatif aux aides est de 1 491 M€. Il représente les sommes dues à l'agence par les maîtres d'ouvrages au titre du remboursement des avances.

L'augmentation du volume global des interventions depuis 2013, et une augmentation du volume des avances, même si la proportion en est plus faible conduit à faire évoluer l'actif.

L'année 2017 a permis le versement effectif de 126.7 M€ d'avances dont les remboursements prévisionnels s'échelonnent entre les années 2017 et 2036, suivant les modalités contractuelles. Parallèlement, le montant des créances échues au cours de la même période est de 139.3 M€ (150.1 M€ en 2016).

Le graphique ci-après présente, par année, les encaissements prévisionnels qui résultent de la consolidation des tableaux d'amortissement des avances versées aux attributaires.

Prévisions des encaissements au titre de l'actif financier (en M€)



Le graphe ci-dessus ne tient pas compte des avances prévues dans le cadre du 11<sup>ème</sup> Programme.

### 3.4 Les informations contenues dans les tableaux de l'Instruction de programme

L'instruction de programme établie en 2013, et révisée en 2016, par le ministère de l'environnement, pour le suivi du 10<sup>ème</sup> programme des agences de l'eau, définit les différents tableaux de rapportage pluriannuel qui doivent être élaborés, essentiellement au moment des budgets et des comptes financiers annuels.

Ces tableaux sont complémentaires aux éléments de synthèse présentés ci-dessus, pour les lecteurs qui souhaiteraient des informations plus complètes.

Ils présentent de façon détaillée les chiffres annuels de 2017, resitués au sein des années du programme (**réalisé pour le passé, et prévisionnel pour le futur**). Ils permettent de suivre

- l'évolution des aides attribuées chaque année,
- les conséquences de ces engagements en termes de dépenses prévisionnelles pour les années futures, mais aussi,
- la vie des engagements en cours (paiement déjà réalisés, et reste à payer).

#### 3.4.1 L'annexe relative à la situation de l'Equilibre du programme pluriannuel (annexe 2.1)

L'annexe 2.1 présente l'équilibre du programme résultant **des réalisations annuelles pour les dépenses et recettes constatées sur les cinq années** du programme, et **prévisionnelles pour l'année 2018**. Ces dépenses et recettes sont donc bien présentées par année d'exercice budgétaire (dépenses et recettes effectives, tenant compte des acomptes, soldes ... versés ou perçus chaque année).

Les données prévisionnelles de dépenses tiennent compte des dégagements habituellement constatés sur les aides attribuées (soit en moyenne, AP prévisionnelles - 8%).

#### 3.4.2 L'annexe relative aux engagements par LP (annexe 3.3)

Cette annexe présente les engagements pris chaque année du programme, et les dotations prévisionnelles pour les années futures, incluant les reports non réalisés dans l'exercice (primes).

Ces éléments sont donnés par ligne programme, par domaine (annexe 3.3).

Les engagements sont présentés en précisant les montants en subvention et en avance. Ce sont des montants nets, après déduction des dégagements actés pendant l'exercice en cours.

On soulignera que la commission des aides, par délégation du conseil d'administration, suit lors de chacune de ses réunions, la consommation des dotations d'AP, (AE à compter de 2017), et la réalité des dégagements qu'elle peut alors réengager (s'ils concernent des aides du 10<sup>ème</sup> programme).

#### 3.4.3 Les situations des engagements et mandatements du 10<sup>ème</sup> programme et des programmes antérieurs (annexes 4 et 5)

Ces deux annexes présentent **pour les AP et pour les CP**, en trois volets, les dotations d'AP cumulées prévisionnelles, les montants engagés (cumuls) antérieurs à 2016, l'année 2016, et les pourcentages de réalisation en termes de crédit de paiement et reste à payer.

L'annexe 4 présente ces résultats pour le 10<sup>ème</sup> programme, et l'annexe 5 la situation des programmes antérieurs.

Annexe 2.1 : Equilibre financier pluriannuel 2013-2018 en EUROS (suivi des recettes et des dépenses en droits constatés)

N.B. : le montant réalisé sera établi à partir des éléments du compte financier tous programmes confondus.

Situation au :							TOTAL pgme
en Euros	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
<b>DEPENSES EN DROITS CONSTATES</b>							
<b>I. Lutte contre la pollution :</b>							
11 Installations traitement des eaux usées domestiques et assimilées	240 062 304	263 310 416	245 311 418	280 259 902	241 646 102		1 270 590 142
12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées et des eaux pluviales	149 579 197	127 378 556	150 503 769	161 704 328	165 136 292		754 302 142
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	31 682 865	33 281 048	30 255 941	34 967 840	27 938 904		158 126 598
14 Elimination des déchets	3 953 384	963 017	786 995	180 057	372 760		6 256 213
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau	2 979 740	2 946 200	2 284 900	2 246 792	1 987 724		12 445 356
17 Primes de performance épuratoire	176 081 766	164 071 878	112 847 392	95 097 249	105 917 484		654 015 769
18 Lutte contre la pollution agricole	15 185 945	10 696 963	15 036 648	8 140 049	23 692 495		72 752 100
19 Divers pollution							
<b>Total Lutte contre la pollution</b>	<b>619 525 201</b>	<b>602 648 078</b>	<b>557 027 063</b>	<b>582 596 217</b>	<b>566 691 761</b>	<b>0</b>	<b>2 928 488 320</b>
<b>II. Gestion des milieux :</b>							
21 Gestion quantitative de la Ressource	6 755 462	7 185 700	4 760 762	4 467 287	5 260 270		28 429 481
23 Protection de la ressource	6 277 118	7 823 320	10 495 050	12 828 096	11 377 459		48 801 043
24 Restauration et gestion des milieux aquatiques	40 545 951	45 994 202	47 092 150	69 665 872	48 897 518		252 195 693
25 Eau potable	103 245 115	86 735 646	68 894 412	59 714 538	66 196 887		384 786 598
29 Planification et gestion à l'échelle du bassin et des sous bassins	4 928 486	4 015 386	3 930 857	3 382 494	2 966 036		19 223 259
<b>Total Gestion des milieux</b>	<b>161 752 132</b>	<b>151 754 254</b>	<b>135 173 231</b>	<b>150 058 287</b>	<b>134 698 170</b>	<b>0</b>	<b>733 436 074</b>
<b>III. Conduite et développement des politiques :</b>							
31 Etudes générales	3 024 338	4 801 268	3 430 686	4 244 345	5 084 256		20 584 893
32 Connaissance environnementale	9 591 934	12 530 490	11 995 788	10 526 032	13 567 546		58 211 790
33 Action internationale	2 911 202	3 508 396	2 770 078	3 845 374	3 433 035		16 468 085
34 Information, communication, consultations du public, etc.	4 149 684	3 501 876	4 425 187	3 422 202	3 653 800		19 152 749
<b>Total Conduite et développement des politiques</b>	<b>19 677 158</b>	<b>24 342 030</b>	<b>22 621 739</b>	<b>22 037 953</b>	<b>25 738 637</b>	<b>0</b>	<b>114 417 517</b>
<b>IV. Dépenses courantes et autres dépenses :</b>							
41 Fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	9 111 875	8 480 641	8 464 624	8 314 803	7 923 734		42 295 677
42 Immobilisations	2 168 168	3 245 116	2 214 438	2 782 720	2 856 326		13 266 768
43 Gestion du personnel	32 552 809	31 952 623	32 055 084	31 440 345	30 995 157		158 996 018
44 Charges de régularisation	20 703 944	30 216 266	13 677 148	11 678 629	9 717 023		85 993 010
45 Charges financières	13 627 177	13 693 764	13 693 764	13 693 764	13 693 764		68 402 233
48 Dépenses courantes liées aux redevances	4 403 094	2 806 360	3 546 651	3 685 195	3 470 678		17 911 978
49 Dépenses courantes liées aux interventions	472 666	434 733	158 903	208 815	361 059		1 636 176
<b>Total Dépenses courantes et autres dépenses</b>	<b>83 039 733</b>	<b>90 829 503</b>	<b>73 810 612</b>	<b>71 804 271</b>	<b>69 017 740</b>	<b>0</b>	<b>388 501 859</b>
<b>V. Contributions (ligne de programme 50)</b>							
dont contribution à l'AFB	68 158 352	133 177 851	122 502 585	111 473 238	55 622 500		490 934 526
dont contribution à l'ONCFS							
dont contribution l'EPMP							
<b>Total Contributions</b>	<b>68 158 352</b>	<b>133 177 851</b>	<b>122 502 585</b>	<b>111 473 238</b>	<b>55 622 500</b>	<b>0</b>	<b>490 934 526</b>
Prélèvement au profit du budget général de l'Etat					59 092 872		59 092 872
<b>TOTAL DES DEPENSES EN DROITS CONSTATES = A</b>	<b>952 152 576</b>	<b>1 002 751 716</b>	<b>911 135 230</b>	<b>937 969 966</b>	<b>910 861 680</b>	<b>0</b>	<b>4 714 871 168</b>

Situation au :							TOTAL pgme
en Euros	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
<b>RECETTES EN DROITS CONSTATES</b>							
Redevances pour pollution de l'eau d'origine non domestique							
<i>Industrie</i>	24 499 901	37 690 217	29 170 354	22 354 690	24 241 173		137 956 335
<i>Elevage</i>	396 384	448 197	456 232	470 519	664 144		2 435 476
<b>Total Red. Pollution non domestique</b>	<b>24 896 285</b>	<b>38 138 414</b>	<b>29 626 586</b>	<b>22 825 209</b>	<b>24 905 317</b>	<b>0</b>	<b>140 391 811</b>
Redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique							
<b>Total Red. Pollution domestique</b>	<b>349 404 917</b>	<b>376 382 196</b>	<b>373 946 107</b>	<b>378 706 856</b>	<b>356 832 385</b>	<b>0</b>	<b>1 835 272 461</b>
Redevances pour modernisation des réseaux de collecte							
<i>Assujettis à la redev. poll. non domestique</i>	6870216	7316129	8030727	7390879	8 915 534		38 523 485
<i>Assujettis à la redev. poll. domestique</i>	239850603	269076871	263063803	258450985	243 906 931		1 274 349 193
<b>Total Red. Modernisation réseaux</b>	<b>246 720 819</b>	<b>276 393 000</b>	<b>271 094 530</b>	<b>265 841 864</b>	<b>252 822 464</b>	<b>0</b>	<b>1 312 872 677</b>
Redevances pour pollutions diffuses sur le bassin							
<b>Total Red. Pollutions diffuses</b>	<b>27 483 874</b>	<b>29 523 749</b>	<b>35 437 474</b>	<b>30 356 642</b>	<b>31 599 229</b>	<b>0</b>	<b>154 400 968</b>
Redevances pour prélèvement sur la ressource en eau							
<i>Irrigation</i>	1 536 528	2 167 036	1 953 133	4 050 483	3 469 159		
<i>Alimentation en eau potable</i>	75 011 173	82 761 398	79 593 092	75 790 728	76 225 398		
<i>Alimentation d'un canal</i>	637 816	968 018	639 004	1 206 086	971 260		
<i>Fonctionnement install. hydroélectriques</i>	126 106	51 428	58 777	45 056	85 737		
<i>Refroidissement</i>							
<i>Autres usages économiques</i>	9 044 333	10 570 554	9 390 193	9 534 393	8 345 626		
<b>Total Redevances Prélèvement</b>	<b>86 355 956</b>	<b>96 518 434</b>	<b>91 634 199</b>	<b>90 626 746</b>	<b>89 097 180</b>	<b>0</b>	<b>454 232 515</b>
Redevance pour stockage en période d'étiage							
<b>Total Redevance Stockage</b>	<b>0</b>	<b>1 100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 100</b>
Redevance pour obstacles sur les cours d'eau							
<b>Total Redevance Obstacles</b>	<b>22 168</b>	<b>50 451</b>	<b>45 494</b>	<b>37 052</b>	<b>30 665</b>	<b>0</b>	<b>185 830</b>
Redevance pour protection du milieu aquatique							
<b>Total Redevance Protection milieu</b>	<b>947 034</b>	<b>885 023</b>	<b>912 187</b>	<b>928 649</b>	<b>890 522</b>	<b>0</b>	<b>4 563 415</b>
Remboursement des prêts et avances *							
	142 636 534	141 544 989	136 178 448	151 292 268	143 875 391		715 527 630
* : hors conversion d'avances en subventions							
<b>Conversions d'avances</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres recettes							
	25 321 558	14 135 560	7 204 090	7 032 532	7 289 066		60 982 806
<b>TOTAL DES RECETTES EN DROITS CONSTATES = B</b>	<b>903 789 145</b>	<b>973 572 916</b>	<b>946 079 115</b>	<b>947 647 818</b>	<b>907 342 219</b>	<b>0</b>	<b>4 678 431 212</b>
<b>VARIAISON DU FONDS DE ROULEMENT = B - A</b>							
en Euros	2013	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL pgme
<b>B - A</b>	<b>-48 363 431</b>	<b>-29 178 800</b>	<b>34 943 885</b>	<b>9 677 852</b>	<b>-3 519 461</b>	<b>0</b>	<b>-36 439 956</b>

Annexe 3 : Suivi du plafond annuel des dépenses - Ventilation pluriannuelle des autorisations de programme par grand domaine d'intervention en EUROS

Autres (\*) correspond aux dotations à maîtrise d'ouvrage Agence

NB : les avances convertibles en subventions seront comptabilisées avec les subventions

Situation au :		2013		2014		2015		2016		2017		2018		Total AP du Xème programme	
en Euros		Subventions et Autres (*)	Avances	Subventions et Autres (*)	Avances	Subventions et Autres (*)	Avances	Subventions et Autres (*)	Avances	Subventions et Autres (*)	Avances	Subventions et Autres (*)	Avances	Subventions et Autres (*)	Avances
<b>Domaine 1 : Connaissance, planification, gouvernance, fonctionnement, personnel agence</b>		115 247 556	0	117 882 006	0	103 274 616	0	101 437 198	0	99 135 154	0	109 800 000	0	646 776 530	0
29- Planification et gestion à l'échelle du bassin et des sous bassins		5 268 703	0	2 742 403	0	3 386 019	0	3 420 846	0	3 394 334	0	6 000 000	0	24 212 305	0
31- Etudes générales		6 539 690	0	3 507 073	0	5 843 351	0	5 678 381	0	7 593 116	0	4 400 000	0	33 561 611	0
32- Connaissance environnementale		12 229 077	0	13 284 490	0	13 205 423	0	14 180 744	0	13 015 823	0	13 900 000	0	79 815 557	0
33- Action internationale		4 286 907	0	3 415 354	0	2 671 730	0	2 687 303	0	4 111 253	0	5 000 000	0	22 172 547	0
34- Information, communication, consultation du public et éducation à l'environnement		3 883 446	0	4 103 183	0	4 357 481	0	3 497 158	0	3 972 062	0	3 700 000	0	23 513 330	0
Dépenses courantes et autres dépenses	41- Dépenses de fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	9 111 875	0	8 480 641	0	8 464 624	0	8 848 295	0	8 988 342	0	7 800 000	0	51 693 777	0
	42- Immobilisations	2 168 168	0	3 245 116	0	2 214 438	0	3 848 248	0	4 751 638	0	5 200 000	0	21 427 608	0
	43- Gestion du personnel	32 552 809	0	31 952 623	0	32 055 084	0	31 411 188	0	31 100 885	0	30 700 000	0	189 772 589	0
	44- Charges de régularisation - Forfaités au montant arbitré en RIM d'août 2012	20 703 944	0	30 216 266	0	13 677 148	0	10 357 689	0	4 867 586	0	15 400 000	0	95 222 633	0
	45- Charges financières	13 627 177	0	13 693 764	0	13 693 764	0	13 693 764	0	13 700 000	0	13 700 000	0	82 108 469	0
	48- Dépenses courantes liées aux redevances	4 403 094	0	2 806 360	0	3 546 651	0	3 605 011	0	3 518 280	0	3 700 000	0	21 579 396	0
49- Dépenses courantes liées aux interventions		472 666	0	434 733	0	158 903	0	208 571	0	121 836	0	300 000	0	1 696 709	0
<b>Domaine 2 : Mesures générales de gestion de l'eau</b>		225 959 544	90 964 558	296 376 770	122 850 829	340 415 923	96 771 222	323 455 844	139 864 088	324 711 041	120 993 176	280 000 000	137 100 000	1 790 919 122	708 543 873
11- Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées HORS gestion et traitement des eaux pluviales		105 669 191	39 157 934	177 740 366	76 090 422	166 420 348	32 971 557	171 249 277	69 988 663	160 860 671	61 857 682	109 700 000	42 700 000	891 639 853	322 766 258
12- Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées HORS réseaux d'eaux pluviales et bassins d'orage		82 767 253	35 108 585	94 399 595	40 187 382	127 413 737	50 532 283	104 247 410	56 020 875	115 097 893	46 952 750	134 500 000	59 500 000	658 425 888	288 301 875
15- Assistance technique dans le domaine de l'eau		2 226 566	0	2 511 403	0	2 163 321	0	2 104 288	0	2 130 397	0	3 500 000	0	14 635 975	0
19- Divers pollution															
25- Eau potable		35 296 534	16 698 039	21 725 406	6 573 025	44 418 517	13 267 382	45 854 869	13 854 550	46 622 080	12 182 744	32 300 000	34 900 000	226 217 406	97 475 740
<b>Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau</b>		150 995 623	11 138 324	118 770 492	10 711 962	123 706 125	13 135 888	176 898 254	11 328 292	142 369 080	7 547 948	177 467 739	17 500 000	890 207 313	71 362 414
11- Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées UNIQUEMENT gestion et traitement des eaux pluviales		6 678 845	1 401 936	8 342 229	2 232 018	25 171 764	11 066 012	26 294 893	11 211 004	17 060 076	7 355 475	7 267 739	10 400 000	90 815 546	43 666 445
12- Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées UNIQUEMENT réseaux d'eaux pluviales et bassins d'orage															
13- Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles		30 086 529	6 538 580	42 156 920	8 429 157	25 316 172	662 069	33 469 284	-399 217	25 237 993		43 000 000	0	199 266 898	15 230 589
14- Elimination des déchets		1 566 418	0	48 240	0	63 292	0	198 194	0	154 271	0	2 600 000	0	4 630 415	0
18- Lutte contre la pollution agricole		17 962 127	0	8 169 565	0	9 760 368	0	49 336 689	0	29 267 257	0	46 400 000	0	160 896 006	0
21- Gestion quantitative de la Ressource		6 033 611	1 424 900	3 389 632	669 593	5 302 560	-236 188	4 166 413	210 900	6 972 648		9 700 000	3 100 000	35 564 864	5 169 205
23- Protection de la ressource		11 625 949	223 972	10 372 964	16 005	12 642 865	775 182	13 184 934	116 912	13 204 569	53 673	14 800 000	1 300 000	75 831 281	2 485 744
24- Restauration et gestion des milieux aquatiques		77 042 144	1 548 936	46 290 942	-634 811	45 449 104	868 813	50 247 847	188 693	50 472 266	138 800	53 700 000	2 700 000	323 202 303	4 810 431
<b>Hors plafond de dépenses</b>		211 279 576	0	250 004 251	0	210 518 499	0	205 308 613	0	220 081 802	0	269 400 000	0	1 366 592 741	0
17- Primes de performance épuratoire		143 121 224	0	116 826 400	0	88 015 914	0	93 835 375	0	105 371 802	0	99 700 000	0	646 870 715	0
50- Contributions		68 158 352	0	133 177 851	0	122 502 585	0	111 473 238	0	55 620 000	0	102 600 000	0	593 532 026	0
dont contribution AFB		68 158 352	0	133 177 851	0	122 502 585	0	111 473 238	0	55 620 000	0	102 600 000	0	593 532 026	0
dont contribution ONCFS												0	0	0	0
dont contribution EPMP												0	0	0	0
dont reversement Ecophyto												0	0	0	0
Prélèvement au profit du budget général de l'Etat										59 090 000		67 100 000	0	126 190 000	0
<b>TOTAL</b>		<b>703 482 299</b>	<b>102 102 882</b>	<b>783 033 519</b>	<b>133 562 791</b>	<b>777 915 163</b>	<b>109 907 110</b>	<b>807 099 909</b>	<b>151 192 380</b>	<b>786 297 077</b>	<b>128 541 124</b>	<b>836 667 739</b>	<b>154 600 000</b>	<b>4 694 495 706</b>	<b>779 906 287</b>

Annexe 4 : Synthèse des engagements (AP) et des dépenses du programme en cours en EUROS

en Euros

Situation au :	Total des dotations d'AP initiales du Xème programme (v clé)	Aubrissions de programme						Paiements				Restes à décaisser au 31/12/N
		Total des dotations d'AP actualisées du Xème programme (révisé)	Cumul des décisions nettes d'engagements des années antérieures au 31/12/N-1	Décisions d'engagements de l'année N	Décisions de déagements de l'année N	Cumul des décisions nettes d'engagements au 31/12/N	Taux d'exécution en AP actualisées	Cumul des paiements des années antérieures au 31/12/N-1	Paiements de l'année N	Cumul des paiements au 31/12/N	% décaissé	
		1	2	3	4	5=(2+3)-4	6=5/1	7	8	9=7+8	10=9/5	
<b>I. Lutte contre la pollution :</b>												
11 Installations traitement des eaux usées domestiques et assimilées	1 491 100 000	1 396 400 000	931 686 459	250 954 798	3 820 894	1 178 820 363	84%	685 168 812	143 752 062	828 920 874	70%	349 899 489
12 Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées et des eaux pluviales	876 700 000	850 000 000	590 677 120	162 050 643	5 360 021	747 367 742	88%	348 585 031	104 278 534	452 863 565	61%	294 504 177
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	227 300 000	238 600 000	85 228 749	25 237 993	1 978 382	108 488 360	45%	84 531 220	26 191 362	110 722 582	102%	-2 234 222
14 Elimination des déchets	18 000 000	9 600 000	1 876 144	154 271	3 135	2 027 280	21%	1 520 924	372 760	1 893 684	93%	133 596
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau	21 000 000	18 600 000	9 005 578	2 130 397	79 011	11 056 964	59%	7 435 130	1 987 724	9 422 854	85%	1 634 110
17 Primes de performance épuration	628 200 000	654 300 000	221 001 668	105 371 802	0	326 373 470	50%	398 428 787	106 037 295	504 466 082	155%	-178 092 611
18 Lutte contre la pollution agricole	210 300 000	187 400 000	85 228 749	29 267 257	1 180 983	113 315 023	60%	27 320 329	23 652 809	50 973 138	45%	62 341 885
19 Divers pollution												
<b>Total Lutte contre la pollution</b>	<b>3 472 600 000</b>	<b>3 354 900 000</b>	<b>1 924 704 467</b>	<b>575 167 161</b>	<b>12 422 426</b>	<b>2 487 449 202</b>	<b>74%</b>	<b>1 552 990 233</b>	<b>406 272 545</b>	<b>1 959 262 778</b>	<b>79%</b>	<b>528 186 424</b>
<b>II. Gestion des milieux :</b>												
21 Gestion quantitative de la Ressource	71 300 000	58 600 000	20 961 421	6 970 495	75 012	27 856 904	48%	13 672 799	4 956 990	18 629 789	67%	9 227 115
23 Protection de la ressource	88 800 000	83 000 000	48 958 783	13 258 242	1 019 725	61 197 300	74%	30 848 997	11 273 805	42 122 802	69%	19 074 498
24 Restauration et gestion des milieux aquatiques	297 400 000	339 900 000	221 001 668	50 611 066	3 422 940	268 189 794	79%	144 885 413	49 387 990	194 273 403	72%	73 916 391
25 Eau potable	365 700 000	321 700 000	197 688 322	58 804 824	740 336	255 752 810	80%	106 568 629	47 043 365	153 611 994	60%	102 140 816
29 Planification et gestion à l'échelle du bassin et des sous bassins	36 000 000	31 200 000	14 817 971	3 394 334	156 201	18 056 104	58%	12 231 196	2 961 369	15 192 565	84%	2 863 539
<b>Total Gestion des milieux</b>	<b>859 200 000</b>	<b>834 400 000</b>	<b>503 428 165</b>	<b>133 038 961</b>	<b>5 414 214</b>	<b>631 052 912</b>	<b>76%</b>	<b>308 207 034</b>	<b>115 623 519</b>	<b>423 830 553</b>	<b>67%</b>	<b>207 222 359</b>
<b>III. Conduite et développement des politiques :</b>												
31 Etudes générales	19 200 000	27 700 000	21 568 495	7 593 116	75 667	29 085 944	105%	10 538 412	4 832 528	15 370 940	53%	13 715 004
32 Connaissance environnementale	119 400 000	84 900 000	52 899 734	13 015 823	561 779	65 353 778	77%	43 524 882	13 038 404	56 563 286	87%	8 790 492
33 Action internationale	42 000 000	27 700 000	13 061 294	4 111 253	116 188	17 056 359	62%	7 857 635	3 433 035	11 290 670	66%	5 765 689
34 Information, communication, consultations du public, etc.	21 600 000	22 900 000	15 841 268	3 972 062	97 824	19 715 506	86%	14 254 080	3 670 568	17 924 648	91%	1 790 858
<b>Total Conduite et développement des politiques</b>	<b>202 200 000</b>	<b>163 200 000</b>	<b>103 370 791</b>	<b>28 692 254</b>	<b>851 458</b>	<b>131 211 587</b>	<b>80%</b>	<b>76 175 009</b>	<b>24 974 535</b>	<b>101 149 544</b>	<b>77%</b>	<b>30 062 043</b>
<b>IV. Dépenses courantes et autres dépenses :</b>												
41 Fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	55 800 000	54 000 000	34 905 435	8 988 342	0	43 893 777	81%	34 680 327	8 212 033	42 892 360	98%	1 001 417
42 Immobilisations	34 800 000	25 400 000	11 475 970	4 751 638	0	16 227 608	64%	10 457 915	2 753 257	13 211 172	81%	3 016 436
43 Gestion du personnel	208 200 000	202 000 000	127 971 704	31 100 885	0	159 072 589	79%	128 000 861	30 995 157	158 996 018	100%	76 571
44 Charges de régularisation	12 000 000	86 300 000	74 955 047	4 867 586	0	79 822 633	92%	74 955 047	4 568 824	79 513 871	100%	308 763
45 Charges financières	75 600 000	82 100 000	54 708 469	13 700 000	0	68 408 469	83%	54 708 469	702 969	55 411 438	81%	12 997 031
48 Dépenses courantes liées aux redevances	0	24 800 000	14 361 116	3 518 280	0	17 879 396	72%	14 118 534	3 329 175	17 447 709	98%	431 688
49 Dépenses courantes liées aux interventions	0	3 300 000	1 274 873	121 836	0	1 396 709	42%	1 275 117	121 592	1 396 709	100%	0
<b>Total Dépenses courantes et autres dépenses</b>	<b>386 400 000</b>	<b>477 900 000</b>	<b>319 652 614</b>	<b>67 048 567</b>	<b>0</b>	<b>386 701 181</b>	<b>81%</b>	<b>318 196 270</b>	<b>50 673 005</b>	<b>368 869 275</b>	<b>95%</b>	<b>17 831 905</b>
<b>V. Contributions (ligne de programme 50)</b>												
dont contribution à l'AFB	349 800 000	402 500 000	468 282 418	55 620 000	0	523 902 418	130%	468 282 418	55 622 000	523 904 418	100%	-2 000
dont contribution à l'ONCFS	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	0	0	0	#DIV/0!	0
dont contribution à l'EPMP	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	0	0	0	#DIV/0!	0
dont reversement Ecophyto	0	68 200 000	32 970 392	0	0	32 970 392	48%	32 970 392	0	32 970 392	100%	0
<b>Prélèvement au profit du budget général de l'Etat</b>	<b>0</b>	<b>247 100 000</b>	<b>0</b>	<b>58 200 000</b>	<b>0</b>	<b>58 200 000</b>	<b>24%</b>	<b>58 200 000</b>	<b>58 200 000</b>	<b>58 200 000</b>	<b>100%</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 270 200 000</b>	<b>5 480 000 000</b>	<b>3 319 438 455</b>	<b>917 766 942</b>	<b>18 688 098</b>	<b>4 218 517 299</b>	<b>77%</b>	<b>2 723 850 964</b>	<b>711 365 604</b>	<b>3 435 216 568</b>	<b>81%</b>	<b>783 300 731</b>

Annexe 4bis: Synthèse des engagements (AP) et des dépenses du programme en cours en EUROS

en Euros

Situation au :		Total des dotations d'AP initiales du Xème programme (voilé)	Autorisations de programme					Paiements				Restes à décaisser au 31/12/N	
			Total des dotations d'AP actualisées du Xème programme (révisé)	Cumul des décisions nettes d'engagements des années antérieures au 31/12/N-1	Décisions d'engagements de l'année N	Décisions de déagements de l'année N	Cumul des décisions nettes d'engagements au 31/12/N	Taux d'exécution en AP actualisées	Cumul des paiements des années antérieures au 31/12/N-1	Paiements de l'année N	Cumul des paiements au 31/12/N		% décaissé
		0	1	2	3	4	5=(2+3)-4	6=5/1	7	8	9=7+8	10=9/5	11=5-9
<b>Domaine 1 : Connaissance, planification, gouvernance, fonctionnement, personnel agence</b>													
29- Planification et gestion à l'échelle du bassin et des sous bassins		36 000 000	31 200 000	14 817 971	3 394 334	156 201	18 056 104	58%	12 231 196	2 961 369	15 192 565	84%	2 863 539
31- Etudes générales		19 200 000	27 700 000	21 568 495	7 593 116	75 667	29 085 944	105%	10 538 412	4 832 528	15 370 940	53%	13 715 004
32- Connaissance environnementale		119 400 000	84 900 000	52 899 734	13 015 823	561 779	65 353 778	77%	43 524 882	13 038 404	56 563 286	87%	8 790 492
33- Action internationale		42 000 000	27 700 000	13 061 294	4 111 253	116 188	17 056 359	62%	7 857 635	3 433 035	11 290 670	66%	5 765 689
34- Information, communication, consultation du public et éducation à l'environnement		21 600 000	22 900 000	15 841 268	3 972 062	97 824	19 715 506	86%	14 254 080	3 670 568	17 924 648	91%	1 790 858
Dépenses courantes et autres dépenses	41- Dépenses de fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	55 800 000	54 000 000	34 905 435	8 988 342	0	43 893 777	81%	34 680 327	8 212 033	42 892 360	98%	1 001 417
	42- Immobilisations	34 800 000	25 400 000	11 475 970	4 751 638	0	16 227 608	64%	10 457 915	2 753 257	13 211 172	81%	3 016 436
	43- Gestion du personnel	208 200 000	202 000 000	127 971 704	31 100 885	0	159 072 589	79%	128 000 861	30 995 157	158 996 018	100%	76 571
	44- Charges de régularisation - Forfaitisé au montant arbitré en RIM d'août 2012	12 000 000	86 300 000	74 955 047	4 867 586	0	79 822 633	92%	74 955 047	4 558 824	79 513 871	100%	308 763
	45- Charges financières	75 600 000	82 100 000	54 708 469	13 700 000	0	68 408 469	83%	54 708 469	702 969	55 411 438	81%	12 997 031
	48- Dépenses courantes liées aux redevances	0	24 800 000	14 361 116	3 518 280	0	17 879 396	72%	14 118 534	3 329 175	17 447 709	98%	431 688
49- Dépenses courantes liées aux interventions		0	3 300 000	1 274 873	121 836	0	1 396 709	42%	1 275 117	121 592	1 396 709	100%	0
<b>Total Domaine 1 : Connaissance, planification, gouvernance, fonctionnement, personnel agence</b>		<b>624 600 000</b>	<b>672 300 000</b>	<b>437 841 376</b>	<b>99 135 154</b>	<b>1 007 659</b>	<b>535 968 871</b>	<b>80%</b>	<b>406 602 475</b>	<b>78 608 909</b>	<b>485 211 384</b>	<b>91%</b>	<b>50 757 487</b>
<b>Domaine 2 : Mesures générales de gestion de l'eau</b>													
11- Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées HORS gestion et traitement des eaux pluviales		1 491 100 000	1 210 700 000	839 287 758	226 423 639	3 705 286	1 062 006 111	88%	562 722 642	118 062 204	680 784 846	64%	381 221 265
12- Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées HORS réseaux d'eaux pluviales et bassins d'orage		876 700 000	850 000 000	590 677 120	162 050 643	5 360 021	747 367 742	88%	348 585 031	104 278 534	452 863 565	61%	294 504 177
15- Assistance technique dans le domaine de l'eau		21 000 000	18 600 000	9 005 578	2 130 397	79 011	11 056 964	59%	7 435 130	1 987 724	9 422 854	85%	1 634 110
19- Divers pollution													
25- Eau potable		365 700 000	321 700 000	197 688 322	58 804 824	740 336	255 752 810	80%	106 568 629	47 043 365	153 611 994	60%	102 140 816
<b>Total Domaine 2 : Mesures générales de gestion de l'eau</b>		<b>2 754 500 000</b>	<b>2 401 000 000</b>	<b>1 636 658 778</b>	<b>449 409 503</b>	<b>9 884 654</b>	<b>2 076 183 627</b>	<b>86%</b>	<b>1 025 311 432</b>	<b>271 371 827</b>	<b>1 296 683 259</b>	<b>62%</b>	<b>779 500 368,5</b>
<b>Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau</b>													
11- Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées UNIQUEMENT gestion et traitement des eaux pluviales			185 700 000	92 398 701	24 531 159	115 608	116 814 252	63%	122 446 170	25 689 858	148 136 028	127%	-31 321 776
12- Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées UNIQUEMENT réseaux d'eaux pluviales et bassins d'orage													
13- Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles		227 300 000	238 600 000	85 228 749	25 237 993	1 978 382	108 488 360	45%	84 531 220	26 191 362	110 722 582	102%	-2 234 222
14- Elimination des déchets		18 000 000	9 600 000	1 876 144	154 271	3 135	2 027 280	21%	1 520 924	372 760	1 893 684	93%	133 596
18- Lutte contre la pollution agricole		210 300 000	187 400 000	85 228 749	29 267 257	1 180 983	113 315 023	60%	27 320 329	23 652 809	50 973 138	45%	62 341 885
21- Gestion quantitative de la Ressource		17 300 000	58 600 000	20 961 421	6 970 495	75 012	27 856 904	48%	13 672 799	4 956 990	18 629 789	67%	9 227 115
23- Protection de la ressource		88 800 000	83 000 000	48 958 783	13 258 242	1 019 725	61 197 300	74%	30 848 997	11 273 805	42 122 802	69%	19 074 498
24- Restauration et gestion des milieux aquatiques		297 400 000	339 900 000	221 001 668	50 511 066	3 422 940	268 189 794	79%	144 885 413	49 387 990	194 273 403	72%	73 916 391
<b>Total Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau</b>		<b>913 100 000</b>	<b>1 102 800 000</b>	<b>555 654 215</b>	<b>150 030 483</b>	<b>7 795 785</b>	<b>697 888 913</b>	<b>63%</b>	<b>425 225 852</b>	<b>141 525 574</b>	<b>566 751 426</b>	<b>81%</b>	<b>131 137 487</b>
<b>Hors plafond de dépenses</b>													
17- Primes de performance épuratoire		628 200 000	654 300 000	221 001 668	105 371 802		326 373 470	50%	398 428 787	106 037 295	504 466 082	155%	-178 092 611
50- Contributions		349 800 000	402 500 000	435 312 026	55 620 000	0	490 932 026	122%	468 282 418	55 622 000	523 904 418	107%	-32 972 392
dont contribution AFB		349 800 000	334 300 000	435 312 026	55 620 000		490 932 026	147%	435 312 026	55 622 000	490 934 026	100%	-2 000
dont contribution ONCFS							0						0
dont contribution EPMP							0						0
dont reversement Ecophyto			68 200 000				0	0%	32 970 392		32 970 392		-32 970 392
Prélèvement au profit du budget général de l'Etat		0	247 100 000		58 200 000		58 200 000	24%		58 200 000	58 200 000	100%	0
<b>Total Hors plafond</b>		<b>978 000 000</b>	<b>1 303 900 000</b>	<b>656 313 694</b>	<b>219 191 802</b>	<b>0</b>	<b>875 505 496</b>	<b>67%</b>	<b>866 711 205</b>	<b>219 859 295</b>	<b>1 086 570 500</b>	<b>124%</b>	<b>-211 065 003</b>
<b>TOTAL</b>		<b>5 270 200 000</b>	<b>5 480 000 000</b>	<b>3 286 468 063</b>	<b>917 766 942</b>	<b>18 688 098</b>	<b>4 185 546 907</b>	<b>76%</b>	<b>2 723 850 964</b>	<b>711 365 604</b>	<b>3 435 216 568</b>	<b>82%</b>	<b>750 330 339</b>

## Annexe 5 : Synthèse des paiements des programmes antérieurs au X<sup>ème</sup> programme en EUROS

Situation au : 2017

en Euros

	Décisions nettes d'engagements actualisées au 31/12/N	Paiements				Restes à décaisser au 31/12/N
		Cumul des paiements des années antérieures au 31/12/N-1	Somme des paiements prévus au cours de l'année N	Somme des paiements réalisés au cours de l'année N	Total des paiements au 31/12/N	
	1	2	3	4	5=2+4	6=1-5
<b>6ème PROGRAMME:</b>					0,0	0,0
<b>7ème PROGRAMME:</b>					0,0	0,0
<b>8ème PROGRAMME:</b>	3 235 572 746	3 235 459 921		0,0	3 235 459 921	112 825
<b>9ème PROGRAMME:</b>	4 539 955 789	4 438 191 810		18 575 906	4 456 767 716	83 188 073
<b>TOTAL Programmes antérieurs</b>	<b>7 775 528 535</b>	<b>7 673 651 731</b>	<b>0</b>	<b>18 575 906</b>	<b>7 692 227 637</b>	<b>83 300 898</b>